Zeitschrift: Traverse : Zeitschrift für Geschichte = Revue d'histoire

Herausgeber: [s.n.]

Band: 1 (1994)

Heft: 3

Rubrik: Besprechungen = Comptes rendus

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 24.08.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

LITERATUR ZUM THEMA / COMPTES RENDUS THÉMATIQUES

JEAN-FRANÇOIS BERGIER, **EUROPE ET LES SUISSES IMPERTINENCES D'UN HISTORIEN,**

GENÈVE, 1992, 179 P. FS 28.

J.-F. Bergier, professeur d'histoire à l'Ecole polytechnique fédérale de Zurich, a une approche de la discipline historique qui détonne un peu dans le milieu académique suisse. Alors que les historiens, dans notre pays, ont tendance à cultiver leurs «petits jardins, soigneusement» (p. 11), cet auteur, disciple de Fernand Braudel, privilégie dans ses études la longue durée: après nous avoir déjà offert un ouvrage de synthèse sur le développement économique de la Suisse de l'Antiquité jusqu'à nos jours, il se propose dans ce livre de retracer les relations entre la Suisse et l'Europe dans une perspective plus que millénaire.

J.-F. Bergier désirait que cet essai, paru quelques mois avant les votations sur l'entrée de la Suisse dans l'espace économique européen, remette l'Histoire au centre du débat et permette au lecteur(trice)-électeur(trice) de s'orienter. Mais, dans la mesure où l'étude du passé montre, selon cet historien, qu'entre l'Europe et la Suisse, il y a toujours eu «interdépendance, symbiose et des effets de synergie» (p. 18), cet ouvrage constitue également un manifeste en faveur de l'intégration de la Suisse dans l'Europe.

L'auteur, en recourant à la longue durée, relativise toute une série de mythes, trop souvent élevés au rang de caution historique par quelques hommes politiques désireux de rejeter l'adhésion à l'Europe: il remet ainsi en cause la notion de *Sonderfall* suisse, derrière laquelle certains se réfugient pour justifier leur opposition. En effet, loin d'être un cas unique, la Suisse présente, dans le processus de formation de son identité, de nombreux points communs avec le Vieux-Continent. En outre, l'identité helvétique résulte avant tout d'un acte de volonté, répondant chaque fois à des «circonstances européennes contraignantes» (p. 56). C'est sous la forme d'un triptyque que l'auteur nous présente ces circonstances et qu'il dresse le tableau des relations entre l'Europe et la Suisse.

Dans le premier volet, l'historien récuse l'image d'une Suisse repliée sur elle-même, associée, entre autres, au slogan de la «Barque est pleine», brandi durant l'entre-deux-guerres par les opposants à toute immigration. Si cet ouvrage ne nie pas la méfiance helvétique à l'égard de l'immigrant, évoquant au passage le refoulement des étrangers aux frontières durant le second conflit mondial, il met plutôt l'accent sur le rôle pluriséculaire de refuge et de passage assumé par le territoire helvétique. La Suisse a en effet servi de refuge pour les Huguenots durant la Réforme et la Contre-Réforme, ainsi que pour les émigrés fuyant les Révolutions française et russe. Toutefois, la présence étrangère en Suisse n'est pas uniquement le fait de réfugiés ou de proscrits. D'autres courants d'immigration ont existé – en particulier ceux liés aux possibilités d'emploi offertes par la Suisse dès 1880 – qui font que ce pays est actuellement l'une des contrées où l'on compte le plus d'étrangers par habitants. Et parmi ces résidants étrangers, sept sur dix viennent d'Europe occidentale.

La Suisse a également été de tout temps un lieu de passage. Le Grand-Saint-Bernard, puis le Saint-Gothard ont en effet placé l'espace suisse, à l'époque médiévale, au centre d'échanges commerciaux reliant l'Italie du Nord à la Champagne, à la Flandre et à la région rhénane. L'ouverture du Gothard au XIIIe siècle est à cet égard

un événement significatif de l'interdépendance entre la Suisse et le Vieux-Continent. D'une part, ce passage a contribué à l'intégration de l'Europe de part et d'autre des Alpes; d'autre part, l'ouverture du Gothard a également été à l'origine de la Confédération, en faisant de cette région méconnue des Alpes l'objet des intérêts et des ambitions des Princes. Et c'est pour s'opposer aux visées des Habsbourg que les chefs des trois vallées conclurent un pacte, au début du mois d'août 1291... Par la suite, la route du Simplon, les foires de Genève, puis les transversales alpines ont continué à faire de la Suisse un lieu d'échanges.

Le second volet du triptyque porte sur les relations économiques entre la Suisse et le Vieux-Continent. A la nécessité pour la Suisse, dépourvue de richesses naturelles, d'importer des produits agricoles et des matières premières correspond le besoin d'exporter, afin d'être en mesure d'acheter les marchandises achetées à l'étranger. Ce sont d'abord les hommes qui se sont exportés: mercenaires, et par la suite architectes, horlogers et autres corps de métier. Puis, à partir du XIXe siècle, ce sont avant tout l'industrie et les services qui ont assumé les échanges avec l'Europe.

Après les relations économiques, l'auteur s'est intéressé, dans la dernière partie, aux échanges culturels entre la Suisse et l'Europe. Après avoir passé en revue la culture helvétique, – partie la moins convaincante à nos yeux, mais l'auteur, historien économiste de formation, reconnaît que c'est un terrain où il n'est pas un spécialiste –, celui-ci examine la culture politique de la Suisse. C'est pour J.-F. Bergier l'occasion d'égratigner un dernier mythe, celui de la neutralité helvétique. L'auteur en propose une lecture plus nuancée qui fait apparaître, dans la perspective d'une très longue durée, la neutralité suisse non plus comme une attitude digne d'être sacralisée, mais comme une politique à géométrie variable. Dès lors, la neutralité ne représente plus un obstacle à l'intégration européenne.

Au moment où le Conseil Fédéral a inscrit au rang de ses priorités l'adhésion de la Suisse à la Communauté européenne et qu'une nouvelle votation à ce sujet est à prévoir ces prochaines années, il nous semble important de recommander la lecture de cet ouvrage, rédigé dans un style élégant et qui, de par sa perspective historique, se démarque des argumentations habituelles.

Signe des temps: alors qu'une version italienne va paraître prochainement, aucune maison d'édition suisse allemande ne s'est jusqu'à présent manifestée pour publier ce texte en allemand...

Thomas David (Genève)

SÖREN Z. VON DOSENRODE
WESTEUROPÄISCHE KLEINSTAATEN IN DER EG UND EPZ

ZÜRCHER BEITRÄGE ZUR POLITISCHEN WISSENSCHAFT BAND 18, RÜEGGER VERLAG, CHUR/ZÜRICH 1993, 471 S., FR. 64.–

Es liegt in der Natur der Sache, dass die Politik der grossen europäischen Staaten in der Europäischen Gemeinschaft (EG) auf mehr wissenschaftliches Interesse stösst als das Gebahren der kleineren bis kleinsten Mitgliedstaaten. Umso lobenswerter erscheint gerade auch aus Schweizer Perspektive die Idee, eine umfangreiche Studie den Erfahrungen von Belgien, Dänemark, Irland, Luxemburg und den Niederlanden zu widmen.

Der Autor tut dies mit einer dreifachen Zielsetzung, die darin besteht, die Strategien und Präferenzen von Kleinstaaten in der EG zu analysieren, den Zusammenhang zwischen Kleinstaaten- und Regimetheorie auszuleuchten und - gewissermassen als Nebenprodukt - die EG-Haltungen der fünf ausgewählten Kleinstaaten in den 80er

Jahren miteinander zu vergleichen. Grundhypothese der Arbeit ist, dass sich ein Kleinstaat umso eher für eine Verstärkung der supranationalen Integration einsetzt, als er seine eigene Handlungsfreiheit ausserhalb dieser Integration für begrenzt hält.

Im ersten Teil des Buches werden zunächst theoretische Ansätze der internationalen Beziehungen zusammengefasst. Interessanter weil weniger bekannt ist die Zusammenstellung der Ergebnisse aus den Arbeiten von «Kleinstaatenspezialisten», wobei nicht alle Aussagen gleichermassen zu überzeugen vermögen. Dies gilt etwa für die Behauptung, Kleinstaaten wiesen im allgemeinen eine stärkere innnenpolitische Kohärenz bezüglich ihrer Aussenpolitik auf. Als praktisch erweist sich eine synoptische Zusammenstellung ideal-typischer Kleinstaatenstrategien.

In ihrem zweiten Teil widmet sich die Arbeit den konkreten Haltungen und Erfahrungen der untersuchten Länder. Beabsichtigt ist, die Selbstperzeption der betreffenden Staaten sowie ihrer Beziehungen zur EG herauszuarbeiten. Grundlage dafür bilden neben Druckerzeugnissen vor allem Reden von Entscheidungsträgern sowie Interviews. Es handelt sich hier zweifellos um den interessantesten Teil des Buches. Leider leidet dessen Übersichtlichkeit unter der angebotenen Materialfülle. Der Autor lässt es sich nicht nehmen, für jeden der besprochenen Staaten geographische, demographische und wirtschaftliche Details zu liefern, die in jedem einschlägigen Nachschlagewerk nachzusehen wären. Die folgenden Abschnitte bringen aufschlussreiche Informationen über die Motivationen der Kleinstaaten zum EG-Beitritt und die Beweggründe ihrer politischen Strategien als EG-Mitglieder. Zur Reichhaltigkeit und Auflockerung der Information tragen die zahlreichen gut gewählten Zitate aus Interviews bei. Es gelingt dem Autor, sowohl die Gemeinsamkeiten wie auch die zum Teil doch recht markanten Unterschiede in den Präferenzen und Strategien der fünf untersuchten Staaten herauszuarbeiten und einander gegenüberzustellen. Alle fünf Kleinstaaten haben das Gefühl, innerhalb der EG über mehr Einfluss zu verfügen, als aufgrund ihrer Grösse und Bedeutung zu erwarten wäre. Sie haben über ihre Mitwirkung in der EG im europäischen Rahmen eine «system affecting capability» erreicht. Dies heisst nicht, dass die Grösse eines Staates für seine Einflussmöglichkeiten im Rahmen der EG keine Bedeutung hat. So können sich europäische Grossmächte leichter auf sogenannte «vitale Interessen» berufen, um Entscheidungen zu blockieren oder zu ihren Gunsten zu beeinflussen. Allerdings ist es nicht immer eine Frage der Grösse, sondern auch des Kontextes: Insbesondere Kleinstaaten müssen ihre Anliegen zur richtigen Zeit und mit passenden Argumenten vorbringen.

Unterschiede ergeben sich zwischen den untersuchten Kleinstaaten insofern, als die Benelux-Staaten, die anders als Dänemark und Irland von Anfang an der EG angehörten, die politischen Faktoren der Integration gleich stark gewichten wie die wirtschaftlichen. In ihren Augen sollte die EG zu gegebener Zeit auch eine aussen- und sicherheitspolitische Dimension erhalten. Institutionell befürworten sie eine Stärkung der gemeinschaftlichen, supranationalen Organe. Demgegenüber geniesst für die erst 1972 dazugestossenen Dänen und Iren die wirtschaftliche Dimension des Integrationsprozesses absolute Priorität. Die Dänen wehrten sich gegen jegliches Antasten des Veto-Rechts, wie es die Einheitliche Europäische Akte (EEA) vorsah. Die Iren waren aus Neutralitätsgründen gegen einen Einbezug der Verteidigungspolitik in die Europäische Politische Zusammenarbeit (EPZ). Damit sieht der Autor seine Hypothese bestätigt, dass Staaten, die wie Dänemark und Irland ihre aussen- beziehungsweise sicherheitspolitische Handlungsfrei-

heit nicht zuletzt aus historischen Gründen als relativ stark einschätzen, eher für eine flexible Integrationslösung eintreten. Dagegen bewogen die Erfahrungen aus dem Ersten und Zweiten Weltkrieg die Benelux-Staaten dazu, ihr wirtschaftliches und politisches Heil in einer möglichst fest integrierten Gemeinschaft zu suchen.

Gesamthaft gesehen hinterlässt die Arbeit den Eindruck von Material- und Informationsreichtum. Am Schluss werden mehr als 30 verschiedene Strategien identifiziert, welche die untersuchten Kleinstaaten in ihren Beziehungen zur EG und deren Mitgliedstaaten angewandt haben sollen. Womöglich hätte man sich eine vertiefte Analyse der Politik der fünf Staaten in den verschiedenen Institutionen der EG gewünscht. Der Autor legte jedoch, eventuell aus Gründen des Quellenzugangs, den Schwerpunkt der Studie auf die Beitrittsmotive und die allgemeine integrationspolitische Geschichte. Sein weiter Blickwinkel wirkt anregend und liefert die Grundlage für eine eingehendere, vielleicht auf ein oder zwei Fälle begrenzte Untersuchung der aktuellen Integrationspolitik von Kleinstaaten.

Laurent Goetschel (Lausanne)

HENRI RIEBEN
UN SENTIER SUISSE. LE CHEMIN EUROPÉEN

FONDATION JEAN MONNET POUR L'EUROPE, CENTRE DE RECHERCHES EUROPÉENNES, LAUSANNE 1992, 419 P., FS 80

Cet ouvrage, édité à l'occasion du 35e anniversaire de la création du Centre de recherches européennes, rassemble une bonne trentaine de textes écrits par Henri Rieben au cours de ses activités de professeur à l'Ecole des HEC de l'Université de Lausanne et de responsable du Centre de recherches. Au travers de ce recueil, l'auteur donne un très bon aperçu de ses multiples activités et de son approche concernant l'analyse du développement de l'intégration européenne.

Cette approche, à la fois originale et personnelle, peut bénéficier des ressources documentaires exceptionnelles du Centre: archives personnelles de Jean Monnet et de Robert Schumann et Centre de documentation de l'Union européenne. Elle se distingue par l'accent mis sur les personnalités et leurs expériences: celle de Jean Monnet tout d'abord, principal collaborateur de Robert Schumann pour la préparation du fameux plan du même nom, puis premier président de la Haute Autorité de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA). Par le don de ses archives personnelles, il a contribué de manière décisive à la création et au développement du Centre de recherches européennes de Lausanne. La personnalité de Henri Rieben ensuite, à qui Jean Monnet a confié ses archives. Henri Rieben a toujours perçu ce don comme une mission ayant pour fonction d'expliquer à ses concitoyens les origines et le développement de l'intégration européenne. Par conséquent, il tient aussi à faire partager ses propres expériences et témoignages personnels, qu'il s'agisse d'une partie de golf à laquelle Aga Khan a participé en 1939, de ses connaissances acquises dans le domaine de l'économie sidérurgique ou de ses rencontres avec Jean Monnet. De nombreuses autres personnalités liées à l'intégration européenne occupent également une place de choix dans cet ouvrage, en particulier celles qui furent en contact avec ce dernier.

Le choix des textes est très varié, aussi bien en ce qui concerne la date de leur rédaction que leur sujet. On y trouve de brefs témoignages, des extraits d'articles ou d'ouvrages et surtout un grand nombre de discours. A côté des textes qui concernent plus spécifiquement le développement

historique de l'intégration européenne et les personnalités qui l'ont influencé, figurent des textes qui montrent tout l'éventail des questions qui sont en rapport avec ce phénomène à un moment ou à un autre: l'importance du progrès scientifique et technologique pour l'économie, le rôle de la sidérurgie, les relations avec le tiers-monde, la recherche nucléaire, les liens entre l'Etat et l'église orthodoxe russe ou l'importance de l'idée olympique, pour n'en citer que quelques-unes. Quant à ses écrits sur la Suisse et l'Europe, l'auteur ne cache nullement qu'il veut également accomplir une mission à cet égard. Cet ouvrage témoigne donc d'un engagement politique nourri d'idéaux et d'expériences personnelles.

Le lecteur qui s'attendrait à un manuel sur l'histoire de l'intégration européenne ou sur la politique de la Suisse à l'encontre de ce processus sera certainement déçu. Mais comme l'auteur le dit lui-même, «le but de cet ouvrage n'est pas de reconstituer l'élaboration d'une pensée, mais de donner, en même temps que mon témoignage, une place prioritaire à l'environnement des personnes et des circonstances qui ont soutenu et stimulé son développement.» Cet objectif a certainement été atteint.

Martin Zbinden (Lausanne)

DIE SCHWEIZ VOR DER EUROPÄISCHEN INTEGRATION
KLEINE UMSCHAU AUF DEM BÜCHERMARKT

PIERRE DU BOIS, **DIE SCHWEIZ UND DIE EUROPÄISCHE HERAUSFORDERUNG 1945–1992,** ZÜRICH 1990, 123 S., VERGRIFFEN

MARK SCHENKER, **EG ALS CHANCE. DIE SCHWEIZ AM EUROPÄISCHEN SCHEIDEWEG,** WERD VERLAG, ZÜRICH 1991, 415 S., FR. 44.80

RALF LANGEJÜRGEN, **DIE EIDGENOSSENSCHAFT ZWISCHEN RÜTLI UND EWR. DER VERSUCH EINER NEUORIENTIERUNG DER SCHWEIZER EUROPAPOLITIK,** VERLAG RÜEGGER, CHUR 1993, 315 S., FR. 48.–

LAURENT GOETSCHEL, **ZWISCHEN EFFIZIENZ UND AKZEPTANZ. DIE INFORMATION DER SCHWEIZER BEHÖRDEN IM HINBLICK AUF DIE VOLKSABSTIMMUNG ÜBER DEN EWR-VERTRAG VOM 6. DEZEMBER 1992,** HAUPT BERN 1994, 308 S., FR. 58.–

GÜNTHER BÄCHLER (HG.), **FRIEDE UND FREIHEIT. DIE SCHWEIZ IN EUROPA,** VERLAG RÜEGGER, CHUR 1992, 261 S., FR. 46.–

STEPHAN KUX (HG.), **ZUKUNFT NEUTRALITÄT? DIE SCHWEIZERISCHE AUSSEN- UND SICHERHEITSPOLITIK IM UMBRUCH,** VERLAG PAUL HAUPT, BERN 1994, 230 S., FR. 42.–

BEAT LEUTHARDT, **FESTUNG EUROPA. ASYL, DROGEN, «ORGANISIERTE KRIMINALITÄT»: DIE «INNERE SICHERHEIT» DER 80ER UND 90ER JAHRE UND IHRE FEINDBILDER.** EIN HANDBUCH, ROTPUNKT VERLAG, ZÜRICH 1994, 448 S., FR. 43.–

Die jüngeren Pannen der Schweizer Europapolitik sind nicht nur Ausdruck tiefer Ratlosigkeit über die zukünftige Orientierung des Landes, sie regen auch die Literaturproduktion an. Vieles davon ist nur für den Tag geschrieben, entspringt dem Stellungsbezug im Vorfeld der EWR-Abstimmung oder der Verarbeitung des nachfolgenden Katzenjammers. Indes liegen auch bereits vertiefende Studien vor über Ereignisse, die gerade eben noch die Zeitungsspalten füllten. Historikerinnen und Historiker sind freilich selten anzutreffen auf diesem Forschungsfeld.

Die handliche kleine Publikation von Pierre du Bois verspricht rasche Orientierung, enttäuscht indes die geweckten Erwartungen. Der Autor begnügt sich mit einer oberflächlichen Chronologie von Verhandlungsrunden und Meinungsbildung in der Schweiz und gelangt damit kaum über eine Kompilation der Tagespresse hinaus. Das Buch leidet unter einem völligen Mangel

analytischer Perspektiven und Fragestellungen: Namentlich unterbleibt die interessenpolitische Aufschlüsselung der Positionen zur europäischen Integration, wenngleich – in den Text eingestreut – wiederholt Andeutungen zur Existenz tief eingegrabener Interessen fallen: kartellisierte und protektionistische Teile der Wirtschaft, Exportbranchen und Finanzplatz, ideologische Vorbehalte und plebiszitäre Hürden –, all dies taucht kunterbunt auf, wo aber die Zusammenhänge liegen mögen, wird noch nicht einmal als Frage thematisiert. Das Vorwort, welches mancherlei politischen Prominenzen für erteilte Auskünfte dankt, gibt einen Fingerzeig, wie es zu einer solchen Unterlassung kommen konnte. Es ist ein Irrtum zu meinen, jene, «die dabeigewesen», seien zur Klärung der Dinge besonders kompetent. Nützlich ist das Büchlein, insofern es die erstaunliche Kontinuität gewisser Argumentationslinien – Neutralität, Föderalismus, direkte Demokratie – seit den frühen fünfziger Jahren deutlich macht.

Ohne akademischen Bluff kommt das Buch von Mark Schenker daher, einem Journalisten und langjährigen Brüsseler Korrespondenten des Zürcher «Tages-Anzeiger». Es entstand aus deklarierter Parteilichkeit als Plädoyer für einen langfristigen Beitritt der Schweiz zur Europäischen Union, sucht aber zugleich ein differenziertes Bild von Leistung und Schwächen der europäischen Institutionen. Als Nachschlagewerk in diesem Sinn nützlich, verzichtet allerdings auch Schenker (was in diesem Fall begreiflicher ist als im vorigen) auf eigentliche Analysen. Der europäische Prozess erscheint – wie bei du Bois – als selbsttätiger Vorgang, ohne bedingende machtpolitische Konstellationen und Interessen. Der einleitende Hinweis auf Karl den Grossen als Urvater der europäischen Einigung macht dankenswert deutlich, was in dieser Hinsicht zu erwarten ist.

Weitaus ergiebiger ist die Münchner politologische Dissertation von Ralf Langejürgen, welche die gescheiterten Versuche der Neuorientierung in der eidgenössischen Europapolitik seit Mitte der achtziger Jahre darstellt. Wenn man das sympathische Vertrauen des Autors in das eidgenössische Neutralitätsprinzip («spätestens seit Marignano») einmal in Abzug bringt, erhält man hier einen nützlichen Überblick über die Winkelzüge der letzten Jahre, die mit dem Fiasko vom Dezember 1992 endeten; ein Resultat, das laut Langejürgen in hohem Mass der Unbeweglichkeit der Staatsführung zuzuschreiben war. Statt «erstarrte Weltbilder durch eine offensive Informationspolitik aufzuweichen, versuchte die Schweizer Landesregierung die durch wachsende internationale Interdependenz hervorgerufenen Integrationszwänge zu verschleiern». Erst der Mangel an Führung machte den Weg frei für wortgewaltige Demagogen, welche mit Erfolg an die nationalen Mythen appellierten.

Von einer viel engeren Fragestellung ausgehend – der staatlichen Informationspolitik im unmittelbaren Vorfeld der EWR-Abstimmung – kommt Laurent Goetschel in seiner politikwissenschaftlichen Dissertation aus Lausanne zu ähnlichen, teilweise präzisierenden Schlüssen, dass sich nämlich die Behörden durch das Leugnen der offensichtlich politischen Aspekte der Vorlage «in eine kaum zu rettende Lage gebracht» hätten. Dies sei, meint der Autor, weitgehend aus dem missglückten Balanceakt «zwischen Effizienz und Akzeptanz» zu erklären, worauf der leicht rätselhafte Titel der Arbeit verweist. Gemeint ist die Befürchtung, ein voller Einsatz staatlicher Propaganda werde kontraproduktiv wirken und die «Akzeptanz» gegenüber der Botschaft an sich gefährden; eine eingebaute Bremse, die aber wiederum für reduzierte «Effizienz» der Kampagne sorgte, um so mehr, als der erwartete Einsatz der privaten Befürworter sehr flau blieb.

Weiter ausholend als diese hoch spezialisierte Untersuchung sind die zwei von

Günther Bächler namens der Schweizerischen Friedensstiftung sowie von dem Politologen Stephan Kux herausgegebenen Sammelbände. Beide enthalten unter anderem lesenswerte Artikel des Berner Historikers Peter Hug, der sich als einer der wenigen Anhörigen der Zunft um die Europathematik bemüht: In dem Band von Kux geht es um historische, aber auf das 20. Jahrhundert konzentrierte, nicht in graue Vorzeit ausweichende Analysen zur Schweizer Neutralität. In dem Band der Friedensstiftung, für deren Titel sich die Herausgeber im Vorwort gleich selbst entschuldigen, wirft Hug wesentliche Fragen zur europäischen Integration auf, die auf einem weltweit nicht verallgemeinerbaren Wirtschafts- und Lebensstil beruht, und von daher Tendenzen zur abgrenzenden, neue weltweite Konflikte begünstigenden Blockbildung aufweist.

Letzteres steht ganz im Mittelpunkt des «Handbuches» von Beat Leuthardt: einem höchst kritischen «Gegenblick» auf die europäische Integration im Zeichen der vereinigten «Staatsschützer». Nebenbei illustriert Leuthardt mit seiner Arbeit auch die beginnende europäische Vernetzung der Opposition, wenn er einleitend die Hilfe von ungenannten, teils in amtlichen Positionen befindlichen Personen aus verschiedenen Ländern verdankt, die ihm – aus eigener Abneigung gegen die sich abzeichnende Entwicklung – interne Dokumente zukommen liessen. «Überall ist die Schweiz dabei, offiziell oder informell.» So erfährt man hier, denn das peinliche Fiasko der hiesigen Staatsschützer im Zusammenhang mit der Fichenaffäre sorgte für einen wesentlichen Modernisierungsschub. Steht die Schweiz auch sonst am Rande im europäischen Integrationsprozess: auf diesem Gebiet kann sie voll mithalten und ist ein geschätzter Partner.

Mario König (Zürich)

NATIONALISMUS UND NATION IN DER MODERNE

BERNHARD GIESEN (HG.), **NATIONALE UND KULTURELLE IDENTITÄT. STUDIEN ZUR ENTWICKLUNG DES KOLLEKTIVEN BEWUSSTSEINS IN DER NEUZEIT,** SUHRKAMP, FRANKFURT 1991, 577 S., DM 28.–

ERNEST GELLNER, **NATIONALISMUS UND MODERNE,** ROTBUCH VERLAG, BERLIN 1991, 216 S. FR. 32.– (ENGLISCHES ORIGINAL 1983)

ERIC J. HOBSBAWM, **NATIONEN UND NATIONALISMUS. MYTHOS UND REALITÄT SEIT 1780,** CAMPUS VERLAG, FRANKFURT 1991, 239 S., FR. 39.– (ENGLISCHES ORIGINAL 1990)

Der Zweite Weltkrieg bereitete der Vorstellung, dass «Nation» und «Nationalstaat» eine notwendige Form gesellschaftlicher Entwicklung seien, ein abruptes Ende. Seither wird unter «Nation» eine sozial konstruierte, kollektive Identität verstanden, die *ein* Ergebnis historischer Bedingungen ist. Neuere vergleichende Nationalismusforschung untersucht demnach nicht nur zeitlich parallele nationale Identitäten, sie bezieht ihre Fragestellungen und Themen auch dadurch, dass sie die Beziehungen zur «Nation» während verschiedener Zeiträume zu definieren sucht. Diese zugegebenermassen äusserst abstrakte Definition ist den unten vorgestellten Werken gemeinsam. In bezug auf Forschungsgegenstand, Methode oder Intention aber unterscheiden sie sich: Der Reader «Nationale und kulturelle Identität» bietet eine Übersicht über aktuelle Forschungsschwerpunkte. Themen und Fragestellungen der Autoren und der einen Co-Autorin konzentrieren sich darauf, die Vielfalt von Kriterien und Zusammenhängen darzustellen, die zur Formierung europäischer Nationalstaaten und der nordamerikanischen Melting-pot-Gesellschaft führten. Zwar betonen auch die Monografien Gellners und Hobsbawms die Zusammenhänge von Modernisierung und Nationenbildung. Beide formulieren jedoch gleich-

zeitig ihre je eigene Bewertung von «Nationalismus», indem sie dieser «geschichtsträchtigen Kraft» (Bernhard Giesen) widersprechen und dem «Nationalismus» ein gewisses Mass an Irrationalität – und Wandelbarkeit – zugestehen.

Der Reader «Nationale und kulturelle Identität» ist das Ergebnis von Debatten im Rahmen eines Forschungsschwerpunkts, die seit 1988 an verschiedenen deutschen Universitäten geführt werden. Die Beiträge sind von Religions-, Sozial- und Literaturhistorikern sowie historisch orientierten Soziologen verfasst. Im ersten Teil des Bandes referieren verschiedene Autoren über die Ungleichzeitigkeiten politischer und kultureller Entwicklungen. Wie gerade diese Ungleichzeitigkeit der Entwicklungsebenen zum Kern neuer politischer oder kultureller Identitätsbildung werden kann, zeigt Reinhard Bendix in seinem Beitrag. Er verweist auf die Dynamik zwischen «Vorreiter»- und «Nachzügler»-Ländern, wobei er unter «Vorreiter»-Ländern solche modernen europäischen Fortschrittglaubens versteht. Gegenüber den «Vorreiter»-Ländern gelangen die «Nachzügler»-Länder in verschiedensten Bereichen ins Hintertreffen. Die «Nachzügler» versuchen dieses Gefälle dadurch auszugleichen, dass sie sich moralisch gegen die «Vorreiter» abgrenzen und so eine neue kulturelle Identität finden. In dieser Vorstellung sind die «Vorreiter» moralisch verfallen, allein die «Nachzügler» Hüter des wahren Glaubens und der richtigen Moral.

Im zweiten Teil werden die Interdependenzen zwischen zunehmender sozialer Mobilität, veränderter und beschleunigter Kommunikation sowie dem dadurch ausgelösten kulturellen und sozialen Identitätsverlust thematisiert. Betrachtet werden dabei die Rolle kirchlicher Reformbewegungen, das Herausbilden von Staatskirchen und der Einfluss der Druckerpresse auf im Entstehen begriffene öffentliche Meinungen. Christopher Hill untersucht den Einfluss religiöser Erneuerungsbewegungen auf soziale Bewegungen und die aus diesen Diskursen entstehenden öffentlichen Meinungen im England des 16. und 17 Jahrhunderts.

Der dritte Teil, «Aufklärung und Romantik», behandelt Probleme nationaler Identitätsbildung in Deutschland, Italien und Belgien im 18. und 19. Jahrhundert. Waren bis zum Ende der frühen Neuzeit nationale Identität und Religion als kulturelle Identität stark aneinander gekoppelt, wird diese Grundlage nun zunehmend von Sprache und literarischen Traditionen bestimmt. Sprache, Literatur und «Volk» beziehungsweise die Einheit von Volk und Sprache werden zur Basis des Nationalbewusstseins. Bernhard Giesen und Kay Junge zeigen diesen Wandel am Beispiel der Substitution des aufklärerischen Begriffs «Patriotismus» durch den romantischen des «Nationalismus». Während die Deutungsmuster und Symbole des «Patriotismus» eine gemeinschaftliche Dimension (allgemeine Tugend und Moral) und eine breite Trägerschaft (die bürgerlichen Schichten) aufweisen, verwandeln sich diese im «Nationalismus» zu elitären. Der Gemeinschaftsbezug wird ersetzt durch eine «Ästhetik des Erhabenen», die unnahbar und unbegreiflich bleibt und deren Deutungsbereich in Intellektuellencliquen diskutiert wird. Die Vorstellung von «Nation» gipfelt in dieser Epoche in der eines Gesamtkunstwerks aus «organischer, lebendiger, unendlicher Natur» (Adam Müller).

Der letzte Teil, «Nationale Identität als Kontrasterfahrung», thematisiert den Gegensatz zwischen Frankreich und Deutschland sowie das Phänomen einer multikulturellen Nation – der USA. Die Entwicklung von Nationalbewusstsein durch Abgrenzung wird am Beispiel von Deutschland und Frankreich aufgezeigt. Volker Bischoff und Mario Mania zeigen, dass gemeinsam erarbeitete Normen und Werte in einer Melting-pot-Gesellschaft an Stelle

gemeinsamer Abstammung, Kultur und Sprache treten können. Die Autoren stellen eindrücklich dar, wie eine Ideologie und ihre Symbole – Freiheit, Gleichheit und Fortschrittsglaube – eine gemeinsame kulturelle Grundlage, ähnlich einer Religion, stiften können.

Die Stärke der Aufsatzsammlung liegt in ihrer Vielfalt. Sie bietet einen groben Überblick über den Stand der Forschung, neuere Methoden und Themenschwerpunkte vergleichender Nationalismusforschung. Hinzuweisen ist auf das beachtenswerte Differenzierungsvermögen verschiedener Autoren, die den Begriff *der* «kulturellen Identität» ausweiten zugunsten eines Begriffs *verschiedener* kultureller Identitäten. Leider ist der Blick der Autoren auf die Industriestaaten Europas und die USA beschränkt, es fehlen Hinweise auf aussereuropäische Identitätsbildungen.

Der Autor von «Nationalismus und Moderne», Ernest Gellner, ist 1925 geboren und lehrt Sozialanthropologie und Philosophie an der Universität Cambridge/UK. Seine Fragestellung, ob die Nationen den Nationalismus konstituierten oder ob die Geisteshaltung des Nationalismus zum Entstehen von Nationen führte, greift über die v.a. empirischen Studien des Readers hinaus. Gellner definiert die «Nation» mit einer Verknüpfung von kultureller Übereinstimmung und voluntaristischer Haltung: Eine gemeinsame Kultur allein bildet keine gemeinsame Identität, diese entsteht erst, wenn sich die Menschen einer homogenen Kultur gegenseitig als zugehörig erklären.

Die Kultur agrarischer Gesellschaften ist bestimmt durch eine horizontale kulturelle Differenzierung der Elite und eine zwar lateral gegliederte, kulturell aber indifferente Unterschicht. Der Übergang in die Moderne mit industrieller Massenproduktion, sozialer und individueller Mobilität und Arbeitsteilung fordert von den Menschen die Fähigkeit, über innerkulturelle Grenzen wie z. B. Berufe hinweg zu kommunizieren. Über diese Fähigkeit, in der agrarischen Gesellschaft der Elite vorbehalten, müssen nun alle Menschen verfügen können. Wichtigste Kommunikationsinstrumente sind dabei die ehemals elitekulturellen Fähigkeiten Schriftlichkeit und Ausbildung. Die Ausbildung, durch zunehmende Arbeitsteilung substantiell geworden, wird zum Allgemeingut und durchdringt als ehemalige Elitekultur die gesamte Gesellschaft, definiert sie und muss vom Gemeinwesen, dem Staat, aufrechterhalten werden. Da Gellner unter Ausbildung eine breite, nicht-spezialisierte, offene Allgemeinbildung versteht, definiert er den Zugang dazu – neben Macht (der Verfügung über die Art der Ausbildung und den individuellen Zugang zu ihr) und kultureller Identität – als Bedingung für das Entstehen von Nationalismen.

Auf seine zu Beginn gestellte Frage gibt Gellner eine klare Antwort: Da Nationen nur in Begriffen des Zeitalters des Nationalismus definiert werden können und Ausbildung und kulturelle Identität eine homogene, allgemein zugängliche Kultur bilden, sind sie das einzige in einer durch Mobilität gekennzeichneten Gesellschaft verbliebene Referenzsystem. Die Homogenität der Kultur wird so zum Motor der Suche nach politischer Identität, nach Deckungsgleichheit von kulturellen und politischen Grenzen.

Gellner formuliert seine Überlegungen klar, präzis und zuweilen farbenfroh. Das Buch ist angenehm zu lesen, vor allem auch, weil manche seiner Exemplifizierungen zum Widerspruch herausfordern. So will sein theoretischer Ansatz – das Herausbilden einer homogenen Kultur durch eine gleichförmige Ausbildung – hinterfragt werden.

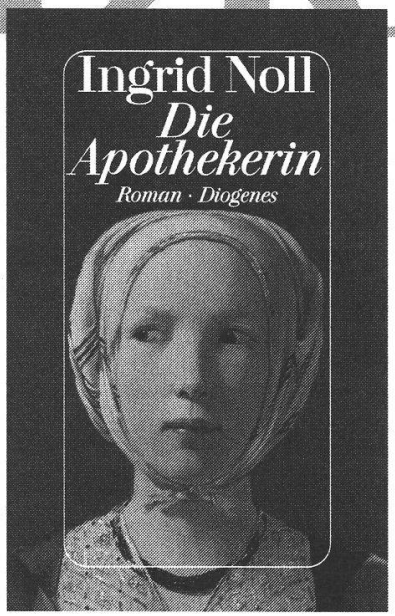
Der 1917 geborene Eric J. Hobsbawm entstammt einer ähnlichen Forschertradition wie Gellner. Er lehrte am Birkbeck College, University of London, Wirtschafts- und Sozialgeschichte. Im

Gegensatz zu Gellner besitzt Hobsbawm einen pädagogisch orientierten Ansatz, der z. T. mit dem Hintergrund, vor dem das Buch entstand, erklärt werden kann: Es entstand aufgrund von Vorlesungen, die der Autor 1985 an der Universität Belfast hielt. Die Motivation, zu diesem Thema einen Band zu veröffentlichen, erklärt der Autor mit dem Hinweis, dass die Geschichte der letzten 200 Jahre ohne eine Kenntnis des Begriffs «Nation» und der davon abgeleiteten Begriffe unverständlich bleiben muss. Definitorisch bezieht sich Hobsbawm auf Gellner, indem er für «Nationalismus» die Einheit von politischer und kultureller Identität postuliert. Der Autor schränkt aber den Begriff weiter ein, indem er ihn nur auf Territorialstaaten anwendet. Weitere begriffliche Prämissen sind dessen Verortung an den Überschneidungsebenen von Politik, Technik und sozialem Wandel und das Einbeziehen der Interessen und Bedürfnisse von Unterschichten. Den von oben verordneten Patriotismus in Territorialstaaten bis 1870 erklärt Hobsbawm mit der Legitimationskrise der Herrschaft. Die im 18. und 19. Jahrhundert immer stärker diskutierte Volkssouveränität, die staatlichen und bürgerlichen Ansprüche an die Individuen verlangten nach einem Konsens, einer «Bürgerreligion», die sich im Patriotismus manifestierte. Während der zweiten Hälfte des 19. Jahrhunderts wurden Patriotismus und Sprache zu einem ethnisch-sprachlichen Nationalismus verknüpft. Hobsbawm verweist auf die zwischen 1880 und 1914 entstehenden nationalen Bewegungen, die ohne einen ethnisch-sprachlichen Nationalismus, aber auch ohne Existenz weiterer Formen sozialen und politischen Bewusstseins – wie z. B. sozialistische Bewegungen – undenkbar gewesen wären. Den Höhepunkt des Nationalismus sieht Hobsbawm mit dem Ende des Ersten Weltkriegs und dem Vertrag von Versailles: In ihm werden ethnische Kriterien und Sprache zu entscheidenden Kriterien der Nation, und das Recht auf die Selbstbestimmung der Völker wird festgeschrieben.

Hobsbawm formuliert seine Thesen und Postulate deutlich. «Nationalismus» in Form ethnisch-sprachlicher Bestimmung ist für ihn eine Gefahr, die es nicht nur zu hinterfragen, sondern auch zu bekämpfen gilt. Eine Antwort auf die Frage, welche Lösungsmöglichkeiten bestünden, gibt Hobsbawm nicht. Aber er drückt seine Hoffnung auf ein Ende des Nationalismus aus, wenn er erwähnt, dass die Geschichtsschreibung im Erforschen des Nationalismus Fortschritte mache. Dies deute darauf hin, dass das Phänomen seinen Zenith überschritten habe.

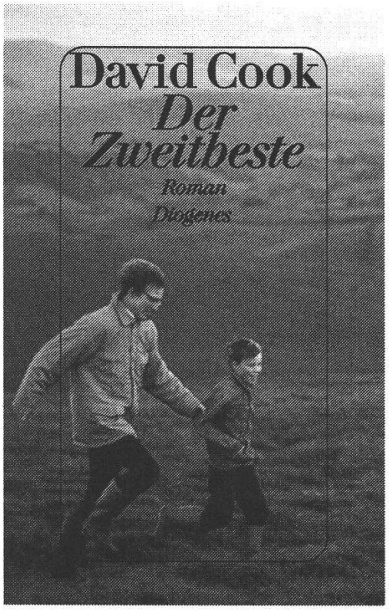
Matthias Kauer (Zürich)

Diogenes



256 S., Ln., DM 36.– / öS 281.– / sFr 37.–

Das geniale Comeback der Rosemarie Hirte aus dem Bestseller *Der Hahn ist tot* als Beichtmutter der Apothekerin Hella, die unter ihrem Retter- und Muttertrieb leidet, der sie immer wieder an die falschen Männer geraten läßt.



320 S., Ln., DM 38.– / öS 297.– / sFr 39.–

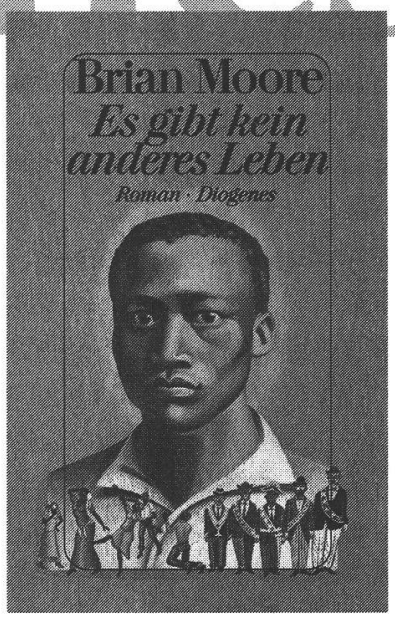
»Ein wundervoll beherrschter, verhaltener Roman über Väter und Söhne, Männlichkeit und Gefühle, seelische Narben und Adoption. Schmerzlich ergreifend, witzig und heroisch – vom Feinsten.«
Sunday Telegraph, London

»Leon de Winter erzählt die Geschichte des SuperTex-Managers mit amerikanischer Rotzigkeit, europäischer Nachdenklichkeit und mit einem vielleicht sechsten Sinn für Dramaturgie.« *Zitty, Berlin*

272 S., Ln., DM 36.– / öS 281.– / sFr 37.–

Der polnische Soziologe Kamil wird nach Genf eingeladen, wo die Rundfunkredakteurin Ruth Gless ein Sendung über den politischen Frühling in Polen nach der Wende plant. Ein großer Liebesroman und gleichzeitig eine Geschichte über den Zusammenstoß zweier Welten.

256 S., Ln., DM 36.– / öS 281.– / sFr 37.–



272 S., Ln., DM 36.– / öS 281.– / sFr 37.–

»Brian Moore, der große irische Erzähler, schafft es in seinem neuen Roman wieder einmal, tiefe Einblicke in die menschliche Seele und das Wesen politischer Verstrickungen zu geben.« *Die Weltwoche, Zürich*

352 S., Ln., DM 39.– / öS 304.– / sFr 40.–

Ein Erstling von ungewöhnlichem Humor und großer sprachlicher Virtuosität. Carmen Covito hat für ihre Leserinnen einen Molotowcocktail gemischt – gegen die Vorurteile des gängigen Schönheitsbegriffs. *Das* Kultbuch für Singles!

Neuer Katalog in jeder Buchhandlung erhältlich

ALLGEMEINE BESPRECHUNGEN / COMPTES RENDUS GÉNÉRAUX

NADIA POLLINI
LA MORT DU PRINCE. RITUELS FUNÉRAIRES DE LA MAISON DE SAVOIE (1343–1451)
FONDATION HUMBERT II ET MARIE JOSÉ DE SAVOIE/ CAHIERS LAUSANNOIS D'HISTOIRE MÉDIÉVALE 9, LAUSANNE 1994, 286 P., FS 25.

Grâce à l'analyse minutieuse des dépenses consacrées aux cérémonies funèbres, comptes publiés à la fin du volume, Nadia Pollini a reconstitué pour quatre princes savoyards morts entre 1343 et 1451 les principales étapes du rituel funéraire, le trépas, la préparation du corps, le cortège et la cérémonie funèbres. Soutenue par une bonne documentation sur les pratiques funéraires de familles nobles, princières et royales, cette analyse permet de mettre en évidence l'originalité du rituel savoyard, son efficacité symbolique et dans une certaine mesure son évolution.

Après l'exposition du corps du comte qui suit le trépas et que viennent honorer les clercs et la population, le convoi et la cérémonie funèbres sont les temps forts de ce rituel à la fois religieux et laïc. Le cortège, où défilent clercs et pauvres priant pour l'âme du défunt, ainsi que les parents - les femmes exceptées – les membres de l'hôtel comtal et les seigneurs, conduit le prince à Hautecombe, abbaye cistercienne élue nécropole dynastique de la maison de Savoie depuis le XIIIe siècle. Lors de cette procession, contrairement à un usage plus ou moins répandu dans d'autres cortèges princiers, le corps du comte n'est pas exposé et aucun emblème du pouvoir savoyard n'est présent. Figurent en revanche en bonne place des chevaliers richement montés et armés portant des bannières aux couleurs du prince. La cérémonie funèbre qui a lieu dans l'église d'Hautecombe, magnifiquement décorée de tentures, de torches et d'écus, comprend un moment très important, l'offrande, mise en scène à l'aide d'un rituel complexe. Lors de l'offrande d'Amédée VI, mort en 1383, des chevaliers armés, vêtus de diverses couleurs, entourent les porteurs de différentes épées: l'épée de la guerre, tenue par la pointe par un prince du sang, l'épée de justice dressée et portée par un simple écuyer, l'épée brisée enfin, la propre épée du prince défunt, tenue par un chevalier. Les épées de guerre et de tournoi seront offertes alors que l'épée de justice qui manifeste le pouvoir comtal n'est et ne peut être cédée. Cette épée est ainsi le seul emblème du pouvoir savoyard dont elle affirme la continuité malgré la mort du prince; les autres symboles présents renvoient aux valeurs chevaleresques auxquelles les comtes demeurent très attachés et la richesse du décor magnifie la dynastie savoyarde. C'est avec le dernier des princes étudiés, Amédée VIII, premier duc de Savoie, que semble s'opérer un tournant. C'est en effet le premier à émettre dans son testament des directives quant à l'organisation de ses funérailles, que ses prédécesseurs renvoyaient simplement à la coutume. C'est surtout avec lui qu'apparaît un nouveau symbole, le légendaire anneau de Saint-Maurice, qui deviendra le principal signe d'investiture, avec la couronne ducale, des princes savoyards. Cependant, Amédée VIII meurt cardinal, après avoir été pape pendant dix ans sous le nom de Félix V, et déchargé de tout rôle dans l'Etat savoyard. Si l'analyse de Nadia Pollini montre un rituel en train de s'établir, qui manifeste par le choix d'Hautecombe et par la cérémonie funèbre, la conscience dynastique de la maison de Savoie, il reste cependant à la poursuivre en la liant davantage à l'étude de l'évolution de la structure étatique, pour expliquer pourquoi

après Amédée VIII, Hautecombe cesse d'être la nécropole régulièrement choisie par les princes, sans être toutefois remplacée par une autre, pour établir aussi comment évolue ce rituel funéraire lorsque les ducs de Savoie manifesteront clairement leur prétention à la souveraineté territoriale.

Marianne Stubenvoll (Lausanne)

DANIEL ROCHE
LA FRANCE DES LUMIÈRES,

FAYARD, PARIS 1993, 651 P., FS 58.

Pour ceux qui ont apprécié *Le siècle des lumières en province* (Paris, 1978), ouvrage essentiel mais souvent moins connu que *Le peuple de Paris* (Paris, 1981), *La culture des apparences* (Paris, 1989) ou la présentation du journal du vitrier Jacques-Louis Ménétra (Paris, 1982), le dernier livre de Daniel Roche intitulé tout simplement *La France des Lumières* ne saurait déplaire tant il est riche, et constitue sans conteste un lieu où convergent les études et thématiques antérieures de cet historien de la culture.

La rencontre avec ce spécialiste du XVIIIe siècle français est surtout affaire d'écriture et de perméabilité à un phrasé très personnel, parfois déroutant, souvent très original. Ne le cachons pas, cet «essai» de 600 pages comme l'intitule l'auteur n'est pas un ouvrage facile, ce qui n'a évidemment rien à voir avec l'intérêt et le plaisir que l'on peut éprouver à sa lecture. La difficulté à dépasser une lecture en «première instance», tient essentiellement aux échos incessants du discours à d'autres recherches ou à des sources d'une grande diversité qui assoient le propos. De plus, ce système de références s'inscrit dans un ouvrage qui ne se veut pas didactique et revendique une organisation qui échappe à la traditionnelle chronologie, ce qui suppose de la part du lecteur un minimum de connaissances du siècle. La complexité du monde étudié, dans ses institutions, ses valeurs et ses basculements divers nécessite par ailleurs une attention soutenue qu'un discours sans jargon, mais volontiers abstrait, peut perturber malgré le soin évident de l'historien à reprendre et synthétiser ses propositions par quelques phrases plus ramassées et à ne pas délaisser la matérialité des usages. C'est une caractéristique très sensible de l'écriture de Daniel Roche qui en fait aussi son intérêt : l'auteur parle des idées, des concepts mais sait tout autant comment se construit une route, comment se règle un cheval ou ce que représente la porcelaine par rapport à l'argenterie. En bref, face à ce livre, il ne faut pas hésiter à relire Daniel Roche... Cet ouvrage, fruit d'une pensée érudite, s'organise en trois temps qui partagent respectivement le livre d'un même poids.

Une première partie quasi «braudélienne» donne une assise à la réflexion historique. Point de connaissance historique sans un minimum de perceptions et d'usages partagés dans un temps et un lieu, nous dit-on. S'engage alors une réflexion large sur le mobile et l'immobile dans une société française dominée par le monde rural et la rente foncière mais où les villes, les relations de la capitale à la province – un des points clés de la pensée de Daniel Roche – et l'échange marchand viennent rompre le temps cyclique d'une culture segmentée. Cette réflexion traverse l'ensemble du livre, lequel s'articule sur les concepts d'équilibre, d'imbrication, de glissement, d'émergence, de recul des idées et des pratiques qui modulent l'action et définissent les structures de pouvoir. Ainsi les couples peuple/populace, don/contrainte ou les notions de progrès, de préjugé, de bonheur, d'énergie, d'inquiétude ou de crise peuvent-ils être appréhendés en termes proprement historiques, c'est-à-dire où se comprennent des transformations à l'intérieur d'un système. Cette démarche évite de ce fait toute approche téléologique

de la Révolution française reléguée volontairement à l'horizon du texte. Cet aspect est fondamental et l'on souhaiterait ne pas voir oublié que «les pressentiments ne peuvent remplacer les certitudes que l'on n'a pas encore» (p. 583).

Le deuxième temps du livre sert à éclairer par les relations de pouvoir, le fonctionnement de l'Etat absolutiste des Lumières. L'auteur y montre les lézardes qui fissurent les représentations traditionnelles du monarque dans et hors la cour, soit par les rites sacralisants, soit par les relations tangibles qui lient l'Etat et les peuples (l'impôt et la guerre, la justice et la violence).

La troisième partie constate que si l'Etat est «malade», il y a eu tentative pendant les Lumières de proposer une autre manière de vivre, orientée vers l'avenir, conduite par la recherche du bonheur des individus pour eux-mêmes. Si cela est vrai, c'est que les conditions matérielles de l'existence et les prises de conscience susceptibles de transformer les attitudes et les pratiques ont vu le jour. L'auteur met alors l'accent sur le neuf qui pénètre une société sous tension en examinant les relations entre démographie (croissance, famille), sciences (agronomie, vie académique) et entreprise, lesquelles nourrissent à leur manière le sentiment du Moi qui déploie ses désirs dans des consommations élargies, et dessine un autre univers de spiritualité inscrit dans la matérialité des gestes et des choses.

Cette histoire des cultures, qui puise aussi bien dans les manières de dire que de faire, dans les rythmes de l'économie que les écrits des théoriciens de l'économie politique, est finalement un hommage renouvelé et bienvenu à l'histoire politique, comprise dans ses rapports aux conjonctures de l'économie et du social. Alimentée par les recherches menées en France sur plusieurs générations que l'auteur réinsère dans son propre discours (P. Goubert, J.-C. Perrot, B. Lepetit etc.) elle souligne, reprenant la perspective de Louis Dumont, l'émergence d'un modèle de société individualiste profondément marqué par l'utilitarisme. Elle fait du XVIIIe siècle français, un «entre-deux» aux mille feux – «entre deux mondes, donc entre deux grandes conceptions politiques» (p. 258) – qui est une invite à la réflexion et surtout à la lecture, ce qui n'est pas en la matière, une mince réussite.

Frédéric Sardet (Yverdon-les-Bains)

LA PEUR AU XVIIIE SIÈCLE. DISCOURS, REPRÉSENTATIONS, PRATIQUES

ÉTUDES RÉUNIES ET PRÉSENTÉES PAR JACQUES BERCHTOLD ET MICHEL PORRET, LIBRAIRIE DROZ (RECHERCHES ET RENCONTRES. PUBLICATIONS DE LA FACULTÉ DES LETTRES DE GENÈVE, 5, LITTÉRATURE), GENÈVE 1994, 276 P., FS 40

Dans le prolongement d'un colloque organisé à Genève et inscrit dans le cadre des activités du Groupe d'études du XVIIIe siècle, Jacques Berchtold et Michel Porret ont réuni treize études portant sur la peur au XVIIIe siècle. Interdisciplinaire, puisqu'il rassemble des contributions d'historiens et de critiques littéraires, ce volume paru chez Droz espère faire dialoguer des discours que les deux éditeurs, dans une brève présentation, regrettent de voir «trop souvent cantonnés dans le champ clos de leur spécialité». Une thématique et un siècle communs donc, mais une diversité d'approches, de méthodes et d'intérêts, l'ensemble témoignant de la réjouissante «vigueur (fallait-il pourtant, sans trop de modestie, la signaler?) des études dix-huitiémistes menées dans la Faculté des Lettres de Genève».

Afin d'éviter l'écueil de la dispersion menaçant tout projet dont l'ambition consiste à refuser la «spécialisation

outrancière» et le «confinement épistémologique» qui caractérisent souvent les recherches dans le domaine des sciences humaines, J. Berchtold et M. Porret organisent la succession des articles en quatre moments, nous invitant implicitement à faire entrer les textes en résonance.

I La peur: pratiques et réflexions. Max Engammare, souhaitant contribuer à une enquête sur la peur religieuse en pays protestant, s'intéresse au premier recueil d'images bibliques composé à l'usage des enfants et édité à plusieurs reprises en allemand et en français par J. R. Schellenberg entre 1774 et 1779. Récusant le caractère par trop violent de certains épisodes vétéro-testamentaires, ces *Histoires sacrées* jouent subtilement entre une peur évitée et une crainte suscitée. Suivant une perspective plus large qui embrasse tout le siècle, Michel Porret montre quant à lui comment s'affrontent, dans le champ de la philosophie pénale, des discours aux présupposés radicalement différents: à une pratique judiciaire fondée sur la pédagogie de l'effroi, sur la nécessité d'*effrayer le crime* par la peur d'un châtiment terrible et exemplaire s'oppose l'attitude éclairée de certains réformateurs qui souhaitent corriger les délinquants en leur inspirant l'amour de la loi.

Un troisième volet historique focalise sur la période révolutionnaire. Dans un entretien accordé à Michel Porret, Bronislaw Baczko rappelle combien la politique de la Terreur est essentiellement fondée sur l'effroi. Langue de bois, violence et guillotine sont les ciments de l'unité nationale thermidorienne. La sortie de la Terreur, le 9 Thermidor an II, génère un discours ambigu qui tente d'une part d'oublier les horreurs terroristes et qui d'autre part s'efforce par le souvenir de les comprendre pour en éviter la résurrection.

L'approche de Jean Starobinski est diachronique: comment les philosophes, de l'Antiquité au XVIIIe siècle, se sont-ils armés pour *surmonter la peur*? Cheminant des stoïciens à Montaigne, de Hobbes à Spinoza, le parcours de Starobinski se termine par une réflexion sur l'importance du rire dans l'Emile, en tant qu'il est une thérapie proposée par le pédagogue rousseauiste pour lutter contre les terreurs enfantines.

II Représentations de la peur. Les deux premiers articles d'une partie consacrée à quelques représentations littéraires de la peur s'interrogent sur la présence de la peur dans la sphère sexuelle. Yves Citton met à jour, à travers quelques exemples choisis chez Crébillon ou chez Rousseau, la complexité du traitement littéraire de l'impuissance sexuelle. Claire Jaquier, par une lecture de la vie amoureuse de trois héroïnes célèbres – Madame de Tourvel, La Princesse de Clèves, Paméla – montre combien la subtile alchimie de la peur et du désir renforce le pouvoir imaginaire de ces personnages féminins. En tant que passion active, la peur est dotée d'un pouvoir transgressif, et les héroïnes du XVIIIe siècle ouvrent alors «la voie à une représentation de l'amour comme expérience de profonde interrogation sur l'identité – en particulier sexuelle».

L'altérité comme objet d'effroi est le thème décliné par Jacques Berchtold dans son étude du topos de la peur des rats, et par François Rosset qui relit quelques précurseurs du roman noir ou fantastique. Guy Poitry enfin, à propos du *clavecin de Diderot*, nous suggère que l'inquiétude peut être également musicale.

III La peur dans l'espace. Ute Heidmann Vischer et Sarga Moussa présentent des voyageurs qui nous invitent à explorer en leur compagnie des *terrae incognitae*. La visite de la caverne de Castelton est assimilée à une descente aux Enfers et les terres désertiques abritent la figure ambivalente du bédouin. Diversité des témoignages, portraits contrastés, autant

de signes qu'en dépit des lieux communs, l'expérience de la peur reste personnelle et variable.

Autre lieu, autre peur: Joëlle Droux s'intéresse à l'épidémie de choléra qui ravagea l'Europe durant les années 1831-1832, et plus particulièrement aux discours rassurants des autorités genevoises destinés à endiguer les mouvements de panique collective suscités par le souvenir des anciennes épidémies de peste.

IV La peur en acte. Une contribution originale d'Alain Grosrichard termine ce recueil. A la fois critique, puisqu'elle propose une lecture de l'*Emile* de Rousseau, et fiction puisque semble s'y jouer l'identité de l'exégète lui-même.

Complémentaires à l'étude synthétique de Jean Delumeau portant sur la peur en Occident, les textes réunis par J. Berchtold et M. Porret proposent «des approches singulières et souvent spécifiques de l'objet ‚peur' au XVIIIe siècle». Devant la qualité de ce volume, on ne peut que se réjouir de la probable publication des actes du colloque sur l'argent au XVIIIe siècle, organisé cette année par la même équipe de chercheurs.

Olivier Blanc (Lausanne)

BEATRICE SCHUMACHER
AUF LUFT GEBAUT
DIE GESCHICHTE DES LUFTKURORTES LANGENBRUCK 1830–1914
VERLAG DES KANTONS BASEL-LANDSCHAFT, LIESTAL 1992, 216 S., ILLUSTRATIONEN UND KARTEN, FR. 27.–

Die Geschichte klingt wie im Märchen: Ein kleines Dorf, irgendwo abgeschieden im Schweizer Mittelgebirge gelegen und mit seinen Nachbarn nur durch einen Saumpfad verbunden, kommt zu ungeahntem Wohlstand, als der Saumpfad 1740 zu einer Passstrasse ausgebaut wird und das Dorf somit an eine internationale Nord-Süd-verbindung zu liegen kommt. Doch ebenso plötzlich droht hundert Jahre später das Ende dieses Wohlstands, als nämlich die neu gebaute Eisenbahn den Pass untertunnelt und das Dorf erneut von jedem Durchgangsverkehr abschneidet. Doch da besinnen sich die cleveren Leute im Dorf auf einen Stoff, den sie im Überfluss haben und auf dem sie nun ihre ganze Zukunft gründen wollen: Luft. Luft, ja Luft, die gute, reine würzige Luft des Mittelgebirges – das war es! Ihr Dorf sollte ein «Luftkurort» werden!

Wie genau nun die Bewohner es anstellten, ihre Zukunft «auf Luft zu bauen», dieses moderne Märchen hat Beatrice Schumacher als Lizentiatsarbeit am Historischen Seminar der Universität Basel weiter ausgeführt – nicht als Märchen freilich, sondern als moderne, sozial- und alltagsgeschichtlich orientierte Lokal- und Regionalstudie, die zugleich kultur- und mentalitätsgeschichtliche Fragestellungen miteinbezieht. Sie hat damit ein kleines Stück eines grossen Feldes bestellt, welches von der Geschichtsschreibung allzu lange kaum beackert wurde: das der Erforschung des modernen Tourismus, seiner Wurzeln, seiner unterschiedlichen Biographien wie seiner Folgen für Menschen und Regionen.

Natürlich verläuft die Geschichte von Langenbruck, so heisst der im Basler Jura gelegene Ort, nicht so einfach wie im Märchen. So wurde die «Idee mit der Luft» nicht aus heiterem Himmel geboren. Schon im 18. Jahrhundert, unter dem Einfluss der Rousseauschen Natur- und Landbegeisterung verbrachten wohlhabende Familien aus Basel ihren Sommer auf eigenen Landgütern und Sennereien in Langenbruck und Umgebung. Basler Ärzte empfahlen den Ort in den 1820er und 30er Jahren wegen seiner Lage und seiner klimatischen Vorzüge für einen Landaufenthalt, und bereits 1839 erschien ein Führer. In jenen Jahren ist auch schon die Tätigkeit eines «Curarztes» nachweisbar.

Die frühen, meist auf den ausserhalb gelegenen Sennhöfen oder bei den Bauern im Dorf zur Miete wohnenden Kurgäste brachten neue, städtische Sehweisen und Bedürfnisse mit, die bald auch der dörflichen Ökonomie und Entwicklung eine andere Richtung gaben. Die 1838 gründete «Gemeinnützige Gesellschaft Langenbruck», in welcher die durch den Passverkehr entstandene wohlhabende Elite des Ortes den Ton angab, machte sich die «Verschönerung» desselben zur zentralen Aufgabe, um diesen Bedürfnissen und Sehweisen entgegenzukommen: Neben die nur auf lokale Bedürfnisse zugeschnittenen Fahr- und Fusswege trat ein eigenes Netz von Spazier- und Wanderwegen, das entsprechend markiert, nach Wegstrecken und Schwierigkeitsgraden klassifiziert, mit Ruhebänken, Tischen und Aussichtspunkten versehen und mit Bäumen und Ziersträuchern bepflanzt sein wollte. Auch ein eigener «Kuresel», der älteren und nicht gehfähigen Gästen für Ausflüge zur Verfügung gestellt wurde, zählte zur touristischen Infrastruktur des Ortes.

«Ortsverschönerung», zu welcher auch hygienische Verbesserungen und architektonische Umbauten zählten, die Kombination aus «guter Luft» und «Reinlichkeit» sorgten für die gelungene Verbindung von Landidylle und Stadtkomfort und damit für jene «kultivierte Natur», in welcher sich der Städter häuslich fühlen konnte.

Die «Verhäuslichung» der Natur im Interesse der das Land besuchenden Städter war freilich kein von allen gleichermassen unterstütztes Projekt – im Gegenteil. Indem Beatrice Schumacher zumindest für die Zeit bis etwa 1870 die soziale Topographie des Dorfes präzise entfaltet, gelingt es ihr, die mit dem Wandel vom Passdorf zum Kurort verknüpften unterschiedlichen Interessen herauszuarbeiten. Der «Luftkurort» war beileibe kein Luftschloss, in welchem alle denselben Traum träumten.

Im Grunde lässt sich Schumachers Studie lesen als eine Geschichte der Beziehungen zwischen dem städtischen Grossraum Basel–Mühlhausen und einer ländlichen Gemeinde im Jura, mithin als eine mikroskopisch genaue Geschichte einer ganz spezifischen Stadt-Landbeziehung im 19. Jahrhundert: «Land» nicht im klassischen Sinne als Lieferant von Agrarerzeugnissen und Absatzmarkt für städtische Produkte, sondern als «Kompensationsraum» für Bedürfnisse, die in der Stadt nicht mehr zur befriedigen waren. Land also als Ort des Rückzugs und der Ruhe, als ein Ort auch der Heilung oder Linderung beziehungsweise Prävention von Krankheit, als Ort schliesslich, welcher dem immer stärkeren Drang nach sportlicher Betätigung die nötigen Infrastrukturen bot.

Der Bau eines grossen Kurhauses 1874, hoch über dem Dorf, in einer den gesamten Ort überblickenden und gleichsam «beherrschenden» Aussichtslage gelegen, markiert nicht nur eine Zäsur in der lokalen Entwicklung, er steht auch beispielhaft für den einseitigen, vom Stadtraum und seinen Interessen gespeisten Charakter dieser Stadt-Landbeziehung: Kapitalgeber und Investoren kamen aus der Stadt, ebenso der Architekt, die architektonischen Vorbilder und die neuen Standards von Komfort, die eine bald internationaler werdende Gästeschar befriedigen sollten. Die Konstruktion dieser «Insel grösstmöglicher Vertrautheit und Annehmlichkeit in einer schönen, fremden Welt» markiert die Anfänge aktueller, moderner und internationaler Formen des Fremdenverkehrs. Am Ende steht der seit der Jahrhundertwende gezielt betriebene Ausbau des Ortes zum Wintersportplatz, der wiederum zunächst und vor allem vom Publikum aus dem Grossraum Basel, speziell vom Skiclub Basel lebt.

Diese touristisch geprägte Kolonisation des ländlichen Ortes durch die Stadt hatte freilich nicht nur materielle Aspekte, sie spiegelt sich auch in den Bildern, welche sich der Städter von diesem Ort machte

beziehungsweise welche die Eliten des Ortes für den Städter entwarfen. In einer kritischen Analyse der diversen Kurortführer und Langenbruck-Prospekte, der Ansichtskarten und des 1913 von Emile Cardinaux entworfenen Werbeplakates geht die Autorin dem Wandel dieser Bilder und den diesen korrespondierenden Realitäten auf den Grund. Am Anfang steht der erste Kurortführer von 1839 in dem noch ganz ländlich geprägten Ort, am Ende steht das Plakat von Cardinaux aus dem Jahre 1913, aus einer Zeit mithin, in welcher das Dorf längst über eine komplette, allen städtischen Standards gerecht werdende touristische Infrastruktur verfügt.

Doch im Werbeplakat von 1913 ist davon nichts mehr zu sehen: Das Plakat tilgt die Unterscheidung zwischen alt und neu und verbaut damit jede Möglichkeit, aus dem Bild eine Geschichte des Dorfes abzulesen. Es zeigt vielmehr ein «geschichtsloses, idyllisiertes Dorf, das weniger ein bestimmtes Dorf als das ‚Ländliche' an sich darstellt, das noch von keiner Innovation, auch nicht der touristischen Infrastuktur, gestört ist».

Auf dem Höhepunkt seiner real-touristischen Entwicklung angekommen, kehrt das Dorf zu seinen Ursprüngen zurück, indem es seine eigene Geschichte verleugnet – eine Rückkehr, die freilich nur noch in der Projektion und Imagination möglich ist.

Eine erst noch zu schreibende Sozial- und Kulturgeschichte des Tourismus in Europa wird, will sie nicht «auf Luft gebaut» sein, sondern auf soliden Fundamenten gründen, um lokale Studien wie die von Beatrice Schumacher kaum herumkommen.

Werner Trapp (Konstanz)

BENJAMIN RODUIT

LES COLLÈGES EN VALAIS DE 1870 À 1925

TRADITION OU MODERNISATION

SOCIÉTÉ D'HISTOIRE DE LA SUISSE ROMANDE, LAUSANNE 1993, 397 P., FS 57.

Vers 1850, les trois collèges valaisans – Brigue, Sion et Saint-Maurice - dispensent une culture classique qui correspond aux besoins d'une élite restreinte pour qui les carrières libérales ou ecclésiastiques sont seules dignes de considération. Reposant sur le socle de la pédagogie jésuite et destiné à des étudiants socialement favorisés, cet enseignement dispensé par des ecclésiastiques perpétue les structures traditionnelles d'une société familiale, agricole et profondément catholique. Pratiquement, la loi de 1873 ne change rien à la situation. En réponse aux doléances de l'opposition radicale, on a certes prévu la création d'un collège industriel. Mais ce collège ne verra jamais le jour, victime de préjugés que la gouvernementale *Gazette du Valais* exprime sans fard: «Le Valais, quoi qu'on en dise, ne sera jamais un pays de grandes entreprises. La Providence ne l'a pas destiné à cet effet.»

Immobilisme, léthargie intellectuelle et esprit routinier marquent ainsi l'instruction supérieure valaisanne durant tout le dernier tiers du XIXe siècle. Les traitements alloués aux professeurs sont de plus bien inférieurs à la moyenne suisse, ce qui ne favorise guère la qualité de l'enseignement. Les difficultés ne vont pas tarder. Il y a d'abord les exigences fédérales réglant l'entrée au Poly et l'exercice de la médecine. Il y a aussi les réticences de certaines universités à accepter des étudiants valaisans qui terminent leur cursus sans passer d'examens de maturité. En 1893, la commission de gestion du Grand Conseil doit l'admettre: «Nos établissements d'instruction publique sont sur un pied

d'infériorité vis-à-vis des établissements similaires de la Suisse en général».

Les pressions fédérales ne sont pas seules à pousser le canton dans la voie des réformes scolaires. Au tournant du siècle, le Valais connaît en effet une véritable «révolution économique», au terme de laquelle les pouvoirs publics s'inquiètent et dénoncent l'accaparement des emplois de secrétaires, contremaîtres, appareilleurs et autres places à responsabilité dans les industries par des étrangers au canton. Une réaction s'impose: «Si nous ne voulons pas laisser tous ces postes comme ce fut le cas jusqu'à présent entre les mains d'étrangers, facilitons à nos jeunes gens l'accès à des emplois par une orientation nouvelle de notre enseignement secondaire.»

La loi de 1910 traduit cette volonté: avec la création d'une école industrielle, un enseignement scientifique complet est mis sur pied. En revanche, le législateur échoue dans sa volonté de centraliser dans la capitale les établissements d'instruction supérieure. Les arguments ne lui manquaient pourtant pas: économies, amélioration des moyens d'enseignement et augmentation du traitement de maîtres moins nombreux. Mais les intérêts locaux sont trop forts: alors même que la majorité parlementaire et le Conseil d'Etat préféreraient une centralisation, ils doivent s'incliner face aux particularismes pour éviter de saborder toute la loi.

Le nouveau collège industriel ne remplira pas son rôle. Le manque de crédit, le manque de confiance aussi du DIP ne lui donnent aucune chance de vaincre des préjugés tenaces; le nouvel établissement scolaire ne peut rivaliser avec la filière classique, il ne peut promouvoir et légitimer les professions industrielles au sein de l'élite valaisanne. La guerre, les difficultés économiques de 1920–1925, la vision de Maurice Troillet aussi, qui privilégie l'agriculture: autant d'éléments qui ajoutent à l'échec du collège industriel. Pendant 50 ans, la classe dominante ne cessera de se lamenter sur le pénurie de cadres techniques et industriels valaisans, elle ne cessera de déplorer le monopole de la direction économique du Valais par des étrangers au canton; mais elle continuera de n'envisager pour ses enfants qu'une formation classique. Ce n'est qu'avec la loi sur l'instruction publique de 1962 que les choses bougent enfin dans le monde des collèges valaisans...

Roduit dégage clairement les enjeux politiques et sociaux de ces disputes scolaires. Avec beaucoup de finesse, il ne s'arrête pas aux seules lois et aux discussions politiques qui entourent leur naissance; il s'intéresse à leur application aussi, montrant une fois de plus que les résistances mentales peuvent être plus fortes que la volonté politique de modernisation.

Alain Clavien (Lausanne)

FRANÇOIS WALTER (ED.)

PEU LIRE, BEAUCOUP VOIR, BEAUCOUP FAIRE. POUR UNE HISTOIRE DES SOINS INFIRMIERS AU 19E SIÈCLE

ÉDITIONS ZOÉ, CAROUGE-GENÈVE 1992, 215 P., FS 31.

«Ni bonnes, ni nonnes, ni connes», ce slogan des manifestations de l'automne 1991 a brutalement mis en évidence les graves problèmes d'identité que connaissent à l'heure actuelle les professions soignantes. C'est donc dans un contexte de revendications sociales particulièrement prégnantes que s'est inscrit le colloque tenu à Sion les 22 et 23 novembre 1991 sur le thème *Soins et soignant-e-s entre médecine et société* dont cet ouvrage constitue les actes. Répondant à une demande d'auto-compréhension par l'histoire, des historiens, des anthropologues, des sociologues et des

spécialistes des sciences de l'éducation et de la formation s'y interrogent sur le vaste processus de professionnalisation qui, dès le 19e siècle, caractérise les pratiques de soins, ainsi que sur la définition même des rôles de soignant-e-s. Pour Marie-Françoise Collière dont la contribution dénonce le lent assujettissement du personnel infirmier produit par l'institutionnalisation des soins et l'expansionnisme médical, ce «désir d'histoire», de connaissance du passé est en effet indispensable afin que «retrouvant leurs racines, tant infirmières qu'infirmiers s'approprient leur histoire, en conduisant les rênes au présent pour maîtriser leur devenir» (p. 28).

Trois thèmes sont principalement abordés au fil de la douzaine d'articles que comprend cet ouvrage: l'émergence d'une différentiation entre médecine savante et médecine empirique, le phénomène de la proto-médicalisation de l'hôpital et son incidence sur le personnel soignant, et enfin la formation des soignant-e-s et ses enjeux dans le cadre du processus de médicalisation de la société.

Partant du constat que la pensée médicale «éclairée» du début du 19e siècle utilise le concept de «charlatan» comme figure de l'Autre, du «mauvais médecin», afin de s'en distancier, Frédéric Sardet propose de renverser la problématique en mettant en évidence, dans les pratiques des «bons médecins», les motivations idéologiques du discours sur le charlatan. Prenant l'exemple de la pratique «oculistique» du chirurgien Forlenze, il dénonce la «charlatanerie» de ce «bon médecin» qui, ne disposant guère de moyens scientifiques supérieurs à ceux des oculistes taxés d'empiristes charlatans, s'appuie sur le prestige de sa formation, le support de l'institution médicale et les ressources de l'État afin de légitimer son savoir et d'asseoir son pouvoir. De charlatanerie, il en est également question dans l'article de Rose-Claire Schüle qui aborde la question des «mèges», sages-femmes et «savants» en Valais aux 19e et 20e siècles. Après avoir souligné le retard évident de la médicalisation qui caractérise le Valais de cette époque (25 médecins «patentés» en 1880), elle dresse un vaste panorama des différents soignants et de leurs attributions respectives pour en conclure que les soins quotidiennement dispensés par ces empiriques villageois palliaient aisément l'absence de médecine dite «savante».

Poursuivant la réflexion de François Walter qui propose le concept de proto-médicalisation pour caractériser la phase première de la «naissance de la clinique» – phase qui voit les hôpitaux se réorganiser spatialement sous l'influence des conceptions hygiénistes –, Joëlle Droux s'interroge sur les incidences de ce processus sur le personnel soignant. S'appuyant sur l'exemple de l'hôpital de Genève qui révèle un hiatus important entre la «sur-médicalisation» des bâtiments et la «sous-médicalisation» du personnel, elle met en évidence le fait que «le mouvement de proto-médicalisation s'est non seulement constitué pour une large part à côté des soignants, mais s'est aussi institué largement hors de leur sphère d'intervention» (p. 120), contribuant à la relégation du personnel infirmier dans une position irrémédiablement subalterne.

La question de la formation des infirmières retient l'attention de plusieurs intervenant-e-s. Alors qu'Élisabeth Jaquemet analyse finement l'image à la fois idéalisée et ambiguë de la garde-malade telle qu'elle se dégage du cours donné à l'École normale des gardes-malade de la Source par le Dr. Krafft, Véronique Leroux-Hugon se penche sur les valeurs sous-tendant la mise sur pied par le Dr. Bourneville d'une formation d'infirmière pour l'Assistance Publique à Paris aux débuts de la Troisième République. Enfin, Enrico Valsangiacomo dénonce la logique

des pouvoirs économiques, politiques et militaires imprégnant la formation dispensée aux infirmières par la Croix-Rouge.

Signalons encore la communication, en allemand, de Barbara Dätwyler, Jürg Baillod et Marianne Schär qui analyse l'image de soi des infirmières à la lumière de sa construction historique.

Bien que les diverses contributions de ce recueil soient de qualité inégale (toutes n'ont pas été ici présentées), ces actes du colloque de Sion témoignent de la richesse et de la diversité d'un champ encore peu connu des historiens.

Chantal Ostorero (Lausanne)

THOMAS WIDMER
DIE SCHWEIZ IN DER WACHSTUMSKRISE DER 1880ER JAHRE

CHRONOS VERLAG ZÜRICH 1992, 925 S., FR. 136.–

Ich habe mich noch nie mit einer Buchbesprechung so schwer getan wie mit der Besprechung der Dissertation «Die Schweiz in der Wachstumskrise der 1880er Jahre» von Thomas Widmer. Warum? 1. Wer den Titel hört, denkt sofort an die Problemkreise «Grosse Depression», «Organisierter Kapitalismus», erste «moderne Arbeitslosigkeit» und freut sich darauf, endlich auch über die schweizerische gesellschaftlich-wirtschaftliche Entwicklung dieser Zeit ins Bild gesetzt zu werden. Wer sich durch die 925 Seiten durchfrisst, gibt das Buch mit Hungergefühlen aus der Hand, weil er ausser einer eisern verschraubten Theoriekonstruktion und einem Wust meist zweitklassiger Quellenstellen nichts wirklich Nahrhaftes auf den Teller bekommen hat. 2. Wer selbst je eine Dissertation, Lizentiatsarbeit oder ähnliches geschrieben hat, weiss, wie viel Entbehrung, wie viel Energie hinter solchen Arbeiten stecken und dass es bald einmal einen point of no return gibt und die «Versuchsanordung» auch bei historischen Arbeiten nicht mehr geändert werden kann. So habe ich denn meine Hemmungen, sechs Jahre nachdem die Dissertation angenommen wurde und zwei Jahre nachdem sie publiziert wurde, meine Kritik anzubringen.

Welches war die «Versuchsanordung» von Thomas Widmer? Er ging von zwei eng verknüpften Hypothesen aus: 1. Perioden eines schnellen Wirtschaftswachstums beruhen auf einer Konstellation stabiler Strukturen (Gesamtheit von Verhaltensfunktionen und die zugehörigen Rahmenbedingungen, die ein berechenbares Handeln ermöglichen). Solche Wachstumsschübe haben im Laufe der Zeit destabilisierende Effekte und münden in eine Phase erhöhter Unsicherheit und Offenheit. 2. Der ökonomische Konjunkturzyklus ist in einen politischen und soziokulturellen Kontext eingebettet. Als Untersuchungsperiode wird die konjunkturelle Depressionsperiode 1878 bis 1885 gewählt, wobei nicht die wirtschaftliche Entwicklung im Zentrum steht, sondern «Prozesse struktureller Destabilisierung und Restabilisierung, die sich in Kultur, Politik und Gesellschaft manifestieren». Mit Struktur ist die selektive und anpassungsfähige Wahrnehmungskapazität des Menschen gemeint, so wie sich das Luhmann in seiner Theorie sozialer Systeme zurecht gelegt hat. Ohne auf Luhmann, Habermas, Simon usw. einzugehen, übernimmt der Autor die von Hansjörg Siegenthaler entwickelte Theorie wirtschaftlicher Entwicklung und sozialen Wandels. Thomas Widmer macht sich also zur Aufgabe, zu zeigen, wie die Rezession von 1878 bis 1885 kognitiv-mental verarbeitet wurde, welche Weltbilder aktiviert wurden, welches Krisenbewusstsein ausgebildet wurde. Er untersucht dabei Themenkomplexe wie die Schule – sehr ausgiebig –, die Innen- und Aussenpolitik, die Wirtschaft, die Verbandsbildung, den Abbau des Kultur-

kampfes, die Sozialreform und einige mediale Ereignisse wie die Landesausstellung von 1883 und die Nationalfest-Bewegung sowie die neue Nationalgeschichtsschreibung. Einige weltanschauliche Konzepte erfahren eine bevorzugte Behandlung, wie die antiliberalen und antikapitalistischen Strömungen und die moralische Restauration. Um all das zu behandeln, wird eine kommunikationstheoretisch orientierte Krisentheorie verwendet: «Die Krisenerklärung muss an einem Kontext von Systemstrukturen und Deutungsprozessen ansetzen.» Die Schweiz wird als nicht näher qualifiziertes «System» verstanden.

Dies alles leuchtet ein, und man ist beeindruckt vom Spektrum der aufgearbeiteten Artikulationen zur Rezession von 1878 bis 1885 und zum anschliessenden Wiederaufschwung. Woher kommt aber das schale Gefühl, das von Kapitel zu Kapitel zunimmt? Lassen Sie es mich mit einer Metapher sagen. Die Arbeit ist wie ein Riegelhaus, dessen eichernes Fachwerk mit schlechtem Mörtel gefüllt wurde. Das theoretische Gerüst der Arbeit harmoniert nicht mit dem empirischen Quellenmaterial. Widmer zermalmt sein ziemlich wahllos gesammeltes Material zu einer grauen Masse, die er dann ins Fachwerk seiner starren, unhistorisch angewandten Theorie abfüllt. Die theoretischen Sätze werden immer wieder wiederholt: «Neue Strukturkonstellationen sind epochenspezifisch, kontingent und prinzipiell der Möglichkeit des Scheiterns ausgesetzt.» Die Quellenaussagen haben sich dann dieser Theorieaussage zu fügen. Ein Vetorecht der Quellen gibt es nicht. Als Zeitzeugen kommen eigenartigerweise vor allem Schulmeister, Pfarrherren und Journalisten zu Wort, deren aus Distanz verfasste Reflexionen zum Zeitverlauf nicht wirklich interpretiert werden, weil ihnen nicht der Status von Subjekten zugebilligt wird. Zudem ist der Diskurs (im Sinne Foucaults) dieser professionellen Träger von Deutungsmacht ohne Entscheidungsverantwortung bei näherer Betrachtung meist sehr krisenfest.

Es gelingt Widmer nicht, seiner theoretischen Begrifflichkeit wirklich historische Bildkraft einzuhauchen. Bleiern reiht sich Hauptsatz an Hauptsatz, theoretische Aussage an empirische Aussage ohne Differenzierung und Mut zu hermeneutischen Finessen. Es wird nicht klar, was Wachstum, Rezession und Prosperität für die in der Schweiz lebenden Menschen zwischen 1870 und 1894 bedeuteten, wie Einkommenseinbussen, Arbeitslosigkeit, Zwang zur Mobilität, Betriebsschliessungen, Vermögensverluste kognitiv-mental verarbeitet wurden. Die leidenden, denkenden und handelnden Subjekte – Unternehmer, ArbeiterInnen, Hausfrauen, Beamte – kommen leider nicht zu Wort. Der «Arbeitslosigkeit» und dem «Konkurs» werden auch nicht die kleinsten Kapitel auf der fünften Stelle der Dezimalklassifikation gewidmet. Wären die gedruckten und ungedruckten Quellen der relevanten Akteure des «Systems Schweiz» recherchiert worden und als Zeugnis betroffener Subjekte zu Wort gekommen, wäre der Arbeit durchaus Erfolg beschieden gewesen. Eine theoretische Begrifflichkeit hat in den Geschichtswissenschaften nur einen Sinn, wenn sie historisch eingelöst werden kann, wenn sie am Quellenmaterial verzeitlicht werden kann.

Rudolf Jaun (Zürich)

KURT IMHOF, HEINZ KLEGER, GAETANO ROMANO (HG.)
ZWISCHEN KONFLIKT UND KONKORDANZ. ANALYSE VON MEDIENEREIGNISSEN IN DER SCHWEIZ DER VOR- UND ZWISCHENKRIEGSZEIT
(KRISE UND SOZIALER WANDEL, BAND 1)
SEISMO VERLAG, ZÜRICH 1993, 403 S., FR. 49.–

Der Umgang mit politischen und sozialen Konflikten kann, schematisch gesehen, drei Mustern zugewiesen werden: Entweder werden sie geleugnet oder erstickt (Diktaturen), oder aber zementiert (in antagonistisch-dualistischen Verhältnissen) oder gelöst. Dass die Schweiz des frühen 20. Jahrhunderts zwischen antagonistischem Konflikt und Konkordanzlösungen hin- und herpendelt, ist längst bekannt. Insofern geht die hier zu besprechende Studie im Titel nicht von einer originellen Begrifflichkeit aus. Die Resultate lassen zum Teil aufhorchen, zum Teil bestätigen sie bisher Bekanntes.

Anhand von Analysen drei parteigebundener Zeitungen (NZZ, Tagwacht, Vaterland) – sie werden im Band als «politische Kommunikationsgemeinschaften» aufgefasst – bemühen sich die insgesamt acht Autoren – Historiker, Soziologen, Philosophen, Publizisten – unter anderem um die Frage der Epocheneinteilung, der Kontinuität beziehungsweise der Brüche im politisch-sozialen Kontext der schweizerischen Entwicklung. Dass sie dabei, wie es in der Historiographie der siebziger Jahre üblich war, nicht einseitig auf die Sozialdemokratie und ihren Hauptgegenspieler, den Freisinn, ausgerichtet sind, ist ihnen hoch anzurechnen. Die Katholische Volkspartei, deren Bedeutung unter anderem durch Urs Altermatt und seine Schule untersucht und wieder in das geschichtliche Bewusstsein gerückt worden ist, kommt hier als dritter Konfliktpartner voll zum Zug.

Die Autoren beurteilen den Generalstreik von 1918, in Übereinstimmung mit neueren Publikationen, nicht mehr als «Epocheneinschnitt». Nach ihrer Lesart hat der Abbruch des «freisinnigen Reformprojekts» schon einige Jahre vor dem Kriegsausbruch begonnen, die Krise am Kriegsende war insofern innen- und nicht europapolitisch motiviert. Die Beurteilung des Freisinns in den Jahren 1910–1939 schwankt allerdings: Aus den verschiedenen Kapiteln wird einerseits die Skepsis gegenüber «zuviel Staat» in diesem Bereich belegt, andererseits schien man sich in der Partei auch immer bewusst zu sein, dass die soziale Frage das Schlüsselproblem für den innenpolitischen Wandel war.

Der Generalstreik verhärtete die Fronten – dies im Gegensatz zu früheren Interpretationen – und stabilisierte sie gleichzeitig für ein volles Jahrzehnt: Der Schulterschluss zwischen Freisinn und Katholischer Volkspartei schien zu klappen. Höhepunkte klassischer Klassenkampfrituale auf bürgerlicher wie sozialdemokratischer Seite fallen erst in die Wahljahre 1928 und 1931. Der Wandel setzte mit einer reaktionären Wendung ein: Mit der Propagierung eines Ständestaates und eines antiliberalen, auf Ruhe und Ordnung abgestützten Programms forderte die Katholische Volkspartei Ende der zwanziger Jahre den Freisinn heraus.

Der Lernprozess, der schliesslich in der Mitte der dreissiger Jahre ziemlich rasch zu einem Abrücken von verhärteten Positionen und zu einem nationalen Konsens führte, kam indirekt von aussen: Nationalsozialismus und Austrofaschismus zwangen die drei Parteien, ideologisch über die Bücher zu gehen und statt einer sterilen Konfrontation einen Konsens zu suchen.

Von der Studien der Zürcher Forscher besticht diejenige von Oliver Zimmer über die Typisierung der Juden in der Tagespresse 1933/34 durch konzisen Aufbau und ergiebige Resultate – insgesamt ein beeindruckendes Beispiel dafür, wie an einem

begrenzten Thema das Allgemeine einer Zeit sichtbar gemacht werden kann. Zimmer hat auch methodisch exakt gearbeitet (Textanalyse, Einbettung des Themas in den soziologischen und [zeit-]geschichtlichen Kontext).

Nicht alle Studien sind in diesem Sinn gelungen. So beachtlich viele Resultate auch sind, so kranken doch einige Artikel an Langfädigkeit und methodisch-wissenschaftstheoretischen Unzulänglichkeiten, so dass sie weder aus der Sicht der Soziologie, der Politologie noch der politischen Linguistik voll zu befriedigen vermögen. Dazu kommt, dass in einigen Beiträgen die bisherige Sekundärliteratur zur Zeit gar nicht mitberücksichtigt wird und somit bei der Lektüre immer wieder der Eindruck entsteht, die Autoren wollten das Rad neu erfinden. Wünschbar wäre auch eine bessere Koordination zwischen den einzelnen Beiträgen – Kurt Imhof hat als «primus inter pares» in zwei Beiträgen auf gekonnte Weise die Klammer um die verschiedenen Studien gefügt. Diese kritischen Bemerkungen sollen den insgesamt doch neuen Blick auf das frühe Jahrhundert nicht herabmindern –, sie deuten nur die Krux interdisziplinärer Zusammenarbeit an.

Dem hier besprochenen Band sollen zwei weitere folgen, welche den innenpolitischen Diskurs bis in die sechziger Jahre weiterverfolgen – in eine Zeit also, die von den Historikern immer noch stiefmütterlich behandelt ist. Auf ihr Erscheinen darf man gespannt sein.

Martin Fenner (Bern)

PETER KAMBER
SCHÜSSE AUF DIE BEFREIER
DIE «LUFTGUERILLA» DER SCHWEIZ GEGEN DIE ALLIIERTEN 1943–1945
ROTPUNKT-VERLAG, ZÜRICH 1993, 386 S., FR. 42.–

Diese Publikation befasst sich – ausgehend von abgeschossenen, abgestürzten und notgelandeten alliierten Bombern und Bombenabwürfen – mit Aspekten der Schweizer Geschichte während des Zweiten Weltkriegs. «Gäbe es etwas Absurderes, als in der Not diejenigen zu bekämpfen, von denen die Rettung kommt?» Diese Ausgangs-Fragestellung steht quer zur noch verbreiteten Optik, in der die Befreiung der Schweiz nicht von aussen, sondern von der eigenen Armee kam. Um die «bewaffnete Neutralität» zu demonstrieren, war das Schiessen auf allierte Kampfflugzeuge angeblich unvermeidlich. Kambers Beharren auf der fast «naiven» Ausgangsproblemstellung ist ein Beispiel für eine wichtige Fragestellung, die Opportunitäten und Sachzwänge nicht zum vornherein zugrundelegt, sondern solche im Gegenteil zum Forschungsgegenstand macht.

Noch am 25. Dezember 1944 – der Kriegsausgang war längst klar – schoss die Armee bei Würenlingen eine stark beschädigte und nach einem Landeplatz Ausschau haltende amerikanische Maschine ab. Drei Besatzungsmitglieder starben. Den Luftkampf gegen Deutsche hatte die Schweiz nach Luftkämpfen im Juni 1940 unter deutschem Druck gestoppt (es gab mit ihnen 1944 noch drei Zusammenstösse). Die britischen Flieger überflogen Schweizer Gebiet später meist nachts, auf dem Weg zu Bombardierungen Italiens. Die amerikanischen Bomber schliesslich drifteten öfters tagsüber bei Angriffen auf deutsche Ziele in die Schweiz ab. Es kamen mindestens 16 amerikanische und 20 britische Flieger durch Schweizer Abschuss um. Andererseits erfolgten 77 Bombenabwürfe durch ausländische Flugzeuge, wobei

diese Fälle laut Kamber heute geklärt sind; es handelte sich um Verwechslungen durch die Bomberbesatzungen. Am ehesten noch scheint der Bombenabwurf vom 17./18. Mai 1943 auf Zürich nahe der Werkzeugmaschinenfabrik Oerlikon (Bührle exportierte Kriegsgerät nach Deutschland) kein Versehen gewesen zu sein.

Diese historische Reportage ist ein wichtiger Forschungsbeitrag und liest sich spannend. Kamber erzählt allerdings viele Geschichten, und der Leser muss sich anstrengen, den Überblick zu wahren, denn der Autor unterstützt ihn darin weder mit einer besonders einsichtigen Gliederung noch mit zusammenfassenden Lesehilfen innerhalb einzelner Buchteile.

Die Publikation fusst – mit Gewinn an Leseinteresse und neuen Informationen – wesentlich auf zwei Quellengruppen: Erstens auf Briefen von «Vertrauensleuten» aus der Bevölkerung an die Armeesektion «Heer und Haus». Diese spiegeln die kursierenden Gerüchte, welche als unvermeidliche Folge der Zensur trotz der Propagandatätigkeit von «Heer und Haus» entstanden. Laut Kamber geben diese Briefe die Stimmung in der Bevölkerung ungefiltert wieder. Zweitens recherchierte der Autor umfangreich wiedergegebene Aussagen überlebender Kampfflieger der Alliierten sowie von Schweizer Fliegerabwehr-Veteranen. Für Kamber ergibt sich aus den Zuschriften an ‚Heer und Haus' eine klare Diskrepanz zwischen Behörden- und Volksmeinung, was den Abschuss alliierter Flieger betrifft. «Die ersten Abschussmeldungen stiessen [...] zunächst auf Unglauben. Im Juli 1943, nach den Schüssen auf die britischen Lancasters, die bei Bouveret und Sion abstürzten, berichtete ein Vertrauensmann: ‹Ich habe noch keinen Menschen getroffen, der davon überzeugt ist, dass die beiden englischen Flugzeuge abgeschossen wurden. Die amtliche Mitteilung soll entweder dem Ausland Eindruck machen oder dem Schweizervolk zeigen, dass die Flab wirklich existiert.›» Man erfährt von ehemaligen Fliegerabwehr-Militärs, wie sie sich die paradoxe Situation zurechtlegten, auf Alliierte zu schiessen: «Das war nicht eine Frage der Sympathie, das war ein Auftrag.» Und: «Aus Neutralität hat man einfach auf jeden schiessen müssen, der über die Grenze kam.»

Die notgelandeten internierten Flieger wurden in ihrer Bewegungsfreiheit stark eingeschränkt. Man wollte Deutschland nicht erzürnen, indem den Alliierten kriegserprobte Piloten zurückgegeben würden. Verschiedentlich wurde auf fliehende Internierte geschossen, um sie an der Flucht zu hindern. Wer erwischt wurde, kam ins Straflager Wauwilermoos (LU). Ausführlich stellt Kamber die fragwürdigen Zustände im Straflager dar, dessen umstrittener Leiter, Hauptmann André Beguin, nach dem Krieg zu dreieinhalb Jahren Zuchthaus wegen Betrugs, Korruption usw. in der Lagerverwaltung verurteilt wurde.

Echte Neutralität wurde in Kambers Augen allgemein nicht praktiziert. Der Bundesrat fühlte sich bezüglich des Luftkriegs stärker von den Alliierten als von Deutschland bedroht. Die Rückkehr zur ‹integralen Neutralität› half Deutschland. Für Kamber entzog sich die Schweiz den Herausforderungen an den Kleinstaat nach Mitte der dreissiger Jahre durch einen «mentalen Rückzug in die Ära der Jahrhundertwende», indem der «entleerte Begriff der Neutralität (...) mit anachronistischen Prinzipien» aus der von 1907 datierenden Haager Friedenskonferenz gefüllt wurde. Dies sei wesentlich durch Angst motiviert gewesen. «Die Beschwörung der ‚Neutralität' war eine Art «neurotischer Diskurs», der dazu befähigte, das schmerzliche Unvermögen des Kleinstaates ‚wegzurationalisieren' und mit dem eigentlichen Denken auszusetzen.» Kamber bedauert gewissermassen, dass ein öffentliches Nachdenken der Schweiz über ihre tatsäch-

liche Rolle – nachdem es aus eigener Kraft nicht erfolgte – nicht durch ein härteres Auftreten der Alliierten erzwungen wurde. Zu Recht überlegt er sich allerdings, dass diese eben grundsätzlich keine Ursache hatten, durch zu starken Druck die Schweiz in die Arme Deutschlands zu treiben, denn auch den Alliierten war eine formal unabhängige Schweiz nützlich, als Devisenbringerin wie als Drehscheibe der Spionage usw.

«Unter der Perspektive des realen Krieges war Neutralität nie mehr als eine Strategie, die darin bestand, auf Zeit zu spielen.» Man kann die Sachlage zweifellos so formulieren, doch bleibt die Frage nach einem möglichen, grundsätzlich alternativen Verhalten offen. Fragwürdig bleibt jedenfalls das Ausbleiben einer selbstkritischen Diskussion und Richtigstellung nach dem Krieg. Kamber weist zu Recht darauf hin, dass aus der unreflektierten Propaganda für die Neutralität ein eigentlicher Mythos entstand – mit Fernwirkungen bis in die Gegenwart, möchte man beifügen.

Eine Kardinalfrage bleibt die, welchen Spielraum die Schweiz tatsächlich hatte, und ob sie [falls sie das wollte] zu jedem Zeitpunkt auf jedem Gebiet das ihr Mögliche getan hat, um die Alliierten zu unterstützen. Kamber verneint dies und hat hier eine erstaunlich präzise zeitliche Vorstellung: Sowohl bei der wirtschaftlichen Zusammenarbeit als auch bei der Verteidigung des Luftraums erachtet er Mitte 1943 als Zäsur. Von da an sei die schweizerische Entscheidungsfreiheit wieder hergestellt gewesen. Folgerichtig wertet er hart: «Die Abschüsse [alliierter Flieger, die ja im Juli 1943 begannen, MH] waren für die Tribüne gedacht, hatten den Zeichencharakter einer Opferhandlung. [...] Die «Schüsse auf die Befreier» hatten in erster Linie den Sinn, das Deutsche Reiche zu beeindrucken».

Kamber beharrt darauf, dass es unter der trügerischen Oberfläche des Neutralität-Selbstbildes eine andere Schweiz gab. «Die Alliierten haben tausend Gründe, die Schweizer Industrie zu bombardieren, und jede Bombe, die auf unser Land fällt, kann die letzte Warnung sein.» – dieses «Foucaultsche Murmeln», diesen «zum Schweigen verurteilten Gegendiskurs» hat er als Kehrseite der Medaille in den in den «Heer-und Haus»-Zuschriften dokumentierten Gerüchten entdeckt und wegweisend analysiert: «In diesem Flüstern geisselte sich die helvetische Seele [...], wälzte sich traumbildhaft die ewig wiederkehrende verdrängte Schuld. Wie ein Schatten huschten die Bombardierungsgerüchte über die gehauchten doktrinären Sentenzen, wie ein Kloss sassen sie im Halse fest, wenn die Schweiz zu feierlichem Sprechen anhob. Kein Kraut war gegen sie gewachsen, kein Erlass konnte sie zum Verstummen bringen, denn die Gerüchte waren nichts als die Ungestalt des offiziellen Diskurses, der sich selbst widerlegte.»

Markus Heiniger (Zürich)

GEORG KREIS
STAATSSCHUTZ IN DER SCHWEIZ DIE ENTWICKLUNG VON 1935–1990

HAUPT, BERN 1993, 671 S., FR. 48.–

Kontroverse historisch-politische Themem erfordern offizielle Expertenberichte zur Klärung des Sachverhaltes. So war es bei der Debatte um die Flüchtlingspolitik während des Zweiten Weltkrieges in den fünfziger Jahren und so war es im Anschluss an die sogenannte Fichenaffäre, als der Bundesrat im Mai 1990 ein Team unter der Leitung von Georg Kreis beauftragte, «die Entwicklung des Staatsschutzes von 1935 bis zur Gegenwart zu analysieren». Dabei sollten folgende Aspekte im Vordergrund stehen: Begriff und rechtliche Grundlagen des Staatsschutzes, seine praktische Durchführung, Vorgaben und Kon-

trolle durch Bundesrat und Parlament sowie die ideologischen Bedrohungsmuster im Kontext der politischen und gesellschaftlichen Entwicklung.

Trotz des weitergefassten Zeitraums bezieht sich der Bericht im wesentlichen auf die Zeit nach 1945. Dies ist bedauerlich, da die Frage nach einer längerfristigen Kontinuität oder möglichen, historisch bedingten Verschiebungen in der Staatsschutzpraxis auf diese Weise etwas aus dem Blickwinkel gerät. So wirkt schon der auf Anregung der Autoren festgelegte Ausgangspunkt des Untersuchungszeitraums (Gründung der Bundespolizei im Jahre 1935) willkürlich. Bedauerlich ist auch die weitgehende Aussparung der Kriegszeit. Wenig überzeugend erscheint in diesem Zusammenhang der Hinweis auf den 1945/46 vorgelegten dreiteiligen Bericht des Bundesrates über die antidemokratische Tätigkeit von Schweizern und Ausländern im Zusammenhang mit dem Kriegsgeschehen 1939-1945, der zwar eine interessante Quelle ist, aber meines Erachtens nicht als eingehende Darstellung geschweige denn Untersuchung des Staatsschutzes in den Kriegs- und Vorkriegsjahren angesehen werden kann.

An dieser Stelle kann nicht auf die gesamte Informationsfülle des handbuchartigen Bandes eingegangen werden. Deshalb seien einige subjektive Eindrücke herausgehoben: Nach einer stichprobenartigen Erhebung der Fichen der Bundesanwaltschaft waren mehr als 50 Prozent aller fichierten Personen im Ausland wohnhaft, knapp 25 Prozent waren Schweizerinnen und Schweizer, 12 Prozent in der Schweiz wohnhafte AusländerInnen und immerhin 10,4 Prozent Asylberwerber, die offenbar weitgehend registriert wurden. Nicht überraschend ist, dass 46,6 Prozent aller Fichierten aus den damaligen Ostblockstaaten stammten. Bei den im engeren Sinn politischen Fichen überwiegen Schweizer Staatsbürger mit 50,6 Prozent, die in der Schweiz wohnenden AusländerInnen erreichen mit 26,2 Prozent einen überproportionalen Anteil. Mit rund 70 Prozent überwiegt der Anteil der auf der politischen Linken engagierten Überwachungsopfer. Er wird umso erdrükkender, wenn man berücksichtigt, dass von den 13,1 Prozent rechtsgerichteten Observierten mehr als die Hälfte unter dem Stichwort Nationalsozialisten vermerkt waren, ihre Fichen also im wesentlichen aus den dreissiger Jahren und dem Zweiten Weltkrieg stammen dürften.

Aufschlussreich und deprimierend zugleich ist der Einblick in die Tätigkeit «privater Staatsschützer» und ihrer Zusammenarbeit mit der Bundespolizei. Leider wird in diesem Zusammenhang das weite Feld der Denunziation, systemübergreifende Informationsquelle erster Güte, zu wenig ausgeleuchtet. Zwar konnten sich die privaten Staatschützer und aufmerksamen Nachbarn auf staatliche Rückendekkung, wenn nicht gar Aufforderung zur Wachsamkeit verlassen, dies erklärt aber nicht die bedrückend weit verbreitete Bereitschaft, vermeintlich abweichendes Verhalten in der persönlichen Umgebung in irgendeiner Form zu melden. Offenkundig verbirgt sich dahinter ein Mechanismus von Feindbildern und Ordnungsvorstellungen, der auch in demokratischen Gesellschaften sein Unwesen treibt.

Für Historikerinnen und Historiker aufschlussreich ist die langjährige Weigerung der Bundesanwaltschaft, ihre Akten an das Bundesarchiv abzuliefern und somit Forschung und Nachwelt zur Verfügung zu stellen. Noch 1953 legte die Bundesanwaltschaft in einer Verfügung fest, dass Akten, die vom polizeilichen Standpunkt aus wertlos geworden seien, vernichtet werden sollten. Nach kritischen Anmerkungen von Bundesrat Feldmann war die Bundesanwaltschaft wenig später bereit, Material abzuliefern, «sofern es sich nicht um Akten handelt, die, wenn sie in unberu-

fene Hände fallen, noch irgend jemandem schaden könnten» (S. 523). Offenbar hielt man das Bundesarchiv für einen beliebig zugänglichen Ort.

Glücklicherweise blieben die Akten der Bundesanwaltschaft in grossem Umfang erhalten und stehen der Forschung nach Ablauf der üblichen Sperrfrist zur Verfügung. Die oben zitierte Begründung einer lange Jahre restriktiven Ablieferungspraxis weist aber auf den Kern der Aktenberge hin. Wer einmal Gelegenheit hatte, sich in Dossiers zu vertiefen, wird rasch feststellen, dass sie oftmals mehr über das Bedrohungsbild oder die Arbeitsweise der Behörde als über die fichierte Person oder Organisation aussagen. Hier liegt meines Erachtens das eigentlich interessante Moment und ein Grund für den Schleier, der lange Jahre über die Akten geworfen wurde. Immerhin darf und muss man festhalten, dass die Debatte um Sinn und Zweck des Staatschutzes zu einer erfreulichen Öffnung des entsprechenden Archivmaterials geführt hat, die in vielen anderen Ländern ihresgleichen sucht. Ein Ausdruck davon ist der vorliegende Band, der als erster Einstieg dienen kann. Es ist zu hoffen, dass in den nächsten Jahren vertiefende Untersuchungen folgen.

Hermann Wichers (Allschwil)

BETTINA HEINTZ

DIE HERRSCHAFT DER REGEL: ZUR GRUNDLAGENGESCHICHTE DES COMPUTERS

CAMPUS VERLAG, FRANKFURT/MAIN 1993, 331 S., FR. 59.–

Es gibt viele Darstellungen über die Entstehung des Computers, die jedoch meist um die Pioniere und die von ihnen geschaffenen Maschinen zentriert sind. Die Soziologin Bettina Heintz schlägt in ihrer Dissertation, die nun als Buch vorliegt, einen wissenssoziologischen Weg ein und untersucht, welches soziale und kulturelle Umfeld diese Entwicklung ermöglichte. Sie legt dabei ein grosses Gewicht auf die Mathematik, die in den 1920er Jahren in einen Grundlagenstreit verstrickt war. Ausgehend von den in dieser «Krise» entwickelten Argumenten gelang es 1936 den Theoretikern Alan Turing und Emil Post das Modell einer (theoretischen) Rechenmaschine zu entwickeln. Allerdings haben nicht nur mathematikinterne Faktoren dieses Modell geprägt, wie Bettina Heintz aufzeigt: andere Elemente der Moderne, etwa Taylors «wissenschaftliche Betriebsführung» und die sich entwickelnde «formale Rationalisierung» (Max Weber), die sich am Funktionieren einer Maschine orientieren, haben direkten Eingang in die theoretischen Arbeiten von Turing und Post gefunden. Für diese Demonstration verwendet Bettina Heintz die historische Betrachtung als Einstieg und Mittel, um sich dem Computer wissenssoziologisch zu nähern.

Das erste Drittel des Buches behandelt die «theoretische Erfindung» des Computers und beginnt mit einer kompletten Einführung in die grundlagentheoretische Diskussion der Mathematik zu Beginn des 20. Jahrhunderts. Damals standen sich «Formalisten» und «Intuitionisten» in einem Streit gegenüber, der um Antinomien (Paradoxe) entstand, die im ausgehenden 19. Jahrhundert im Theoriegebäude der Mathematik entdeckt worden waren. Wichtigster Punkt im Programm der Formalisten ist die Umsetzung des mathematischen Beweises in die Manipulation sinnentleerter Symbole im Rahmen einer Axiomatik. Die Absicht war, mit einer ebenfalls formalen Metamathematik die Widerspruchsfreiheit und Vollständigkeit des mathematischen Beweisens beweisen zu können. Obwohl dieses Projekt scheiterte, sollte sich die formalistische Schule durchsetzen. Für den Beweis der Unentscheidbarkeit musste

Turing das Problem lösen, wie ein Beweisverfahren zu formalisieren war. Daraus entstand das berühmte Modell einer abstrakten Berechnungsmaschine, die universell für alle «intuitiv berechenbaren Funktionen» eingesetzt werden kann. Bettina Heintz schliesst diesen ersten Teil mit verschiedenen Betrachtungen zu Turings Maschine ab. Da ist einerseits das Verhältnis von Maschine und Mensch, der, falls er vorgegebenen Anweisungen folgt, sich in nichts Prinzipiellem von der Maschine unterscheidet. Die wichtige Umkehrfrage lautet, ob alles menschliche Verhalten durch eine Turingmaschine simuliert werden kann. Diese Fragestellung wird später nochmals aufgenommen, um Fragen zur Künstlichen Intelligenz zu diskutieren. Andererseits streicht Bettina Heintz den algorithmischen (und damit materialunabhängigen) Charakter der Turingmaschine hervor. Auch diese Bemerkungen bereiten eine Diskussion vor, diesmal im Rahmen der Techniksoziologie.

Der zweite Teil, immer noch eine der Mathematik gewidmete Untersuchung, führt die aktuelle wissenssoziologische Diskussion vor. Detailliert werden dabei die verschiedenen Standpunkte dargestellt und auch in ihrem wissenschaftssoziologischen Umfeld diskutiert. Wenn früher die Mathematik explizit einer inhaltlichen Untersuchung entzogen wurde (wer würde schon in Frage stellen wollen, dass 2+2 gleich 4 ist?), so wird heute die mathematische Forschung nicht mehr als rein kumulativer Prozess ohne Alternativen, sondern als soziale Konstruktion gesehen. Dies führt Bettina Heintz an mehreren überzeugenden Beispielen vor. Da steht einmal die Frage nach der Herkunft einer Fragestellung (weshalb nicht eine andere, und weshalb gerade jetzt?), dann auch die Frage, was einen mathematischen Beweis zu einem Beweis macht (d.h. wann er als solcher anerkannt wird), und schliesslich das Fehlen «objektiver» Falsifikatoren. Die Mathematik wird damit zu einer «fehlbaren» Wissenschaft, die eng verknüpft bleibt mit interpretatorischen Fragen. Wie die Faktoren aussehen, die Turing bei seiner Arbeit beeinflusst haben könnten, zeigt Bettina Heintz mittels einer «Kongruenzargumentation» auf, in welcher das innermathematische Modell der Turingmaschine mit der «kulturellen Aussenwelt» in Relation gebracht wird. Auf der einen Seite entspricht dem mathematischen Formalismus die schon eingangs erwähnte formale Rationalisierung, auf der anderen Seite kann der mathematische Grundlagenstreit in Zusammenhang gebracht werden mit der sozialen Krise der zwanziger Jahre (erst dann wurde das Beweisprogramm als eine Krise der Mathematik «gesehen»).

Das letzte Drittel widmet sich zuerst den realen (Rechen-)Maschinen. Insbesondere wird dargestellt, wie sich die Rechnerarchitektur von Neumanns gegenüber anderen Varianten durchsetzte. Die Argumentation ist an diesem Ort etwas unklar: Am Beispiel des Baus eines Lasers und eines Gravitationswellenmessgerätes zeigt Bettina Heintz, dass informelle Gespräche wesentlich sind, um implizites Forschungswissen weiterzugeben. In welche Art dieser Austausch für die Variantenwahl des realen Computers wesentlich war, wird, ausser der Beobachtung, dass die meisten Nachbauer bei von Neumann zu Besuch waren, im Buch leider nicht tiefer ausgeführt. Ebenfalls knapp ausgefallen ist die Bemerkung, dass der Computer nach seiner technischen Entwicklung auch noch kulturell zu konstruieren war.

Im abschliessenden Abschnitt des dritten Teils kommt Bettina Heintz auf die Techniksoziologie zu sprechen und schlägt vor, die vorherrschende Maschinenzentriertheit durch die algorithmische Sicht Turings zu ersetzen. Es geht ihr dabei um eine Klärung der Begriffe «Technik» und «Maschine»: erst durch Anerkennen von technischen Artefakten als soziale Tatsa-

chen eröffnet sich der Soziologie der Zugriff auf den Computer. Damit Sachen den Status eines soziologischen Tatbestandes erhalten können, müssen sie die Fähigkeit besitzen, «auf den Einzelnen einen äusseren Zwang auszuüben» (Durkheim) - dafür muss untersucht werden, wie technische Geräte normativ wirken. Ausgehend von der Vielschichtigkeit (und Substituiertheit) von Normen verweist Bettina Heintz das in der Informatik weit verbreitete Schichtensystem als Abstraktionsorganisation (wobei ich als Informatiker eher auf den Strukturalismus und die Semiotik verweisen würde). Dem algorithmischen Maschinenmodell von Turing, das von der materiellen Verwirklichung abstrahiert, fällt dabei die Rolle zu, dem Begriff der «Technisierung» einen Rückhalt zu geben. Technisierung ist dann der «Prozess, bei dem Abläufe aus ihrem Kontext herausgelöst, in ihre Bestandteile zerlegt und anschliessend neu zusammengesetzt, d. h. gemäss einer Vorschrift in eine schematische Abfolge gebracht werden» (S. 251). Diese Begrifflichkeit kann auf die Konstruktion technischer Artefakte ebenso angewandt werden wie auf Bewegungsabläufe (Taylor, die «Tiller Girls») und auf den geistigen Bereich (Kalkül). Gegenstand der Techniksoziologie sind damit algorithmische Prozesse und nicht die konkreten Artefakten.

Die nächste, für eine Soziologie des Computers wichtige Frage lautet, ob der Unterschied zwischen einer Maschine und einem Menschen sozial konstruiert ist. Damit greift Bettina Heintz direkt in die Debatte um die künstliche Intelligenz ein. Der Bezug wird wieder durch Turing hergestellt, der den Lakmustest der künstlichen Intelligenz formuliert hat: Kann sich ein Computer je so verhalten, dass die Maschine für einen Menschen gehalten wird? Bettina Heintz untersucht allerdings nicht diesen weit herum bekannten Turingtest, sondern die andere, von Turing einleitend vorgebrachte und oft unterschlagene Testsituation: Ein Mann und eine Frau stehen einem Fragesteller gegenüber – die Aufgabe, z.B. des Mann ist es, den Fragesteller zu täuschen und sich als Frau zu verhalten, die Frau soll «wahrheitsgemäss» reagieren, während der Fragesteller herausfinden muss, wer die wirkliche Frau ist. Bei der Diskussion stellt sich heraus, dass es weniger wichtig ist, welches Geschlecht oder welchen Typ (Mensch/Maschine) ein erfolgreicher Imitator hat, sondern vielmehr was der Fragesteller in ihn hineinprojiziert. Somit steht nicht mehr im Vordergrund, ob (Imitations-) Programme intelligent sein können oder nicht, sondern die Frage, unter welchen (sozialen) Bedingungen Intelligenz zugeschrieben wird, sei es einer Maschine oder einem Menschen.

Es scheint mir dabei nicht zufällig, dass die Neuinterpretation von Turings Imitationsspiel im Rahmen einer Kommunikations- (und Interpretations-) Situation erfolgt. Auch in der Informatik haben der Kommunikationsaspekt und die Interaktivität (Welle benutzungsfreundlicher Software) einen starken Stellenwert bekommen, im theoretischen Bereich wurde neben der «Berechnungskomplexität» der Begriff der «Kommunikationskomplexität» eingeführt, und auf der politischen Ebene wird vom interaktiven «Informationshighway» gesprochen. Diese Bemerkung verweist auf eine der Stärken des Buches von Bettina Heintz: die (scheinbare) Einfachheit, mit welcher sie knifflige Gebiete (Metamathematik, Turingthese etc.) einführt, reflektiert und mit soziologischen Überlegungen verknüpft, regt dazu an, selbst weitere Querbezüge zu schaffen. Auch ist zu vermerken, dass ihr Buch sehr angenehm zu lesen ist und ohne viel «Soziologendeutsch» auskommt. Im Nachwort schreibt Bettina Heintz von der Faszination, die die Mathematik ausstrahlt: Diese Faszination ist beim Lesen deutlich zu spüren. Vor allem aber spricht aus ihrer Dissertation dieses ansteckende Interesse,

vor dem Hintergrund der rechnenden Maschinen mehr zu erfahren über die Fähigkeit (des Menschen), Wissen zu schaffen.

Christian Tschudin (Genf)

FRAUENSTADTRUNDGÄNGE IN BASEL, GENF UND LUZERN

QUERGÄNGERIN

BAND 1–3, HERAUSGEGEBEN VOM VEREIN FRAUENSTADTRUNDGANG BASEL, AZ-VERLAG, BASEL 1991 (BAND 1, «ARBEIT»), 1993 (BAND 2, «STATTGESCHICHTEN»), 1994 (BAND 3, «BASELBIETERINNEN AUF DEM WEG ...»), JE FR. 20.–, RESP. FR. 23.–

REISE-ZEITEN

EINE LUZERNER REISE ZU FRAUEN IN FAHRT

HERAUSGEGEBEN VOM VEREIN FRAUENSTADTRUNDGANG LUZERN, REX VERLAG, STUTTGART 1993, 64 S., FR. 27.–

LE GUIDE DES FEMMES DISPARUES. FORGOTTEN WOMEN OF GENEVA

TEXTE BILINGUE ANGLAIS/FRANÇAIS, METROPOLIS, GENÈVE 1993, FR. 33.–

Reisen wollen sie, vorwärts soll es gehen, auf verborgenen Spuren und quer zu alten Geleisen: Seit kurzem führen die verschiedenen Vereine für Frauenstadtrundgänge nicht nur durch Schweizer Städte, sondern dokumentieren ihre Arbeit mit Broschüren und Führern, die Frau und Mann auf weibliche Fährten im urbanen – und neuerdings auch ländlichen – Raum locken sollen.

So unterschiedlich die Publikationen in den drei Städten Basel, Genf und Luzern ausgefallen sind, sind sich die Herausgeberinnen über Sinn und Zweck der Unternehmung einig, nämlich «Erkenntnisse der Frauenforschung aus dem Elfenbeinturm Universität heraus an die Öffentlichkeit zu tragen», wie es die Baslerinnen formulieren. Damit verbunden ist der Anspruch, Frauen und ihre Geschichte im öffentlichen Raum sichtbar zu machen.

Noch etwas weiter geht der Anspruch der Genferinnen: In ihrem Führer der vergessenen und verschwundenen Frauen streben die Autorinnen einen neuen Blick an, «un nouveau regard, ‹sprayé› par leurs mots d'autres couleurs sur la ville». Und weiter: «Traverser la ville avec cette perspective particulière permet aux femmes, d'une manière concrète et sensible, de se (ré)appropier l'espace urbain.»

Die Wiederaneignung der Stadt durch den historischen Rundgang, das Reisen auf früheren Reisespuren, der Gang quer durch die Frauengeschichte und quer durch die Stadt bescheren eine Fülle von Themen und Zugängen zur Frauen- und Geschlechtergeschichte. Sie erlauben Einblicke in lokale Verhältnisse von weiblicher Erwerbs- und Hausarbeit, Prostitution oder künstlerischer Tätigkeit, in die rechtliche Situation von Frauen, in das Leben im Kloster oder in jenes einzelner herausragender Frauen. Neu und sonst nirgends nachzulesen sind längst nicht alle der meist knappen Beiträge; doch sind viele Forschungsresultate jüngeren Datums (auch von Seminar- und Lizentiatsarbeiten) eingeflossen. Ziel war ja auch vorab die Vermittlung von akademischem Wissen. In Genf wurde dazu die Form eines eigentlichen «Führers» gewählt, der die Leserin (und den – in dieser Publikation nicht explizit mitgenannten – Leser) mit einer Karte und Besichtigungsorten empfängt. Eine Legende verweist auf jeweils zugehörige Textabschnitte. Die Illustrationen sind leider eher knapp bemessen und von untergeordneter Bedeutung. Auffallend viele Beiträge des Autorinnenkollektivs sind hier Persönlichkeiten gewidmet, welche ihre Spuren in Form von Strassennamen hinterlassen haben, sich als reisende oder flüchtende Schriftstellerinnen nicht immer freiwillig in Genf aufhielten. Eher wenig zur Sprache kommen die Gen-

fer Arbeiterinnen und die Dimension der Erwerbs- und Hausarbeit.

Gerade dies dominiert in den Basler Broschüren (Band 1 und 2 dokumentieren zwei Rundgänge in der Stadt, Band 3 ist einem Landrundgang gewidmet): Weibliche Heim- und Fabrikarbeit in der Bandindustrie, Hausiererinnen in der Stadt und auf dem Land, Gerichtsfälle, deren Akten Aufschluss geben über Ehrbarkeit und Lebenswandel. Oft geht es dabei um das Sichtbarmachen von Verstecktem, wie etwa beim Beitrag über die Gattin Herweghs, die zusammen mit ihrem Mann in Liestal begraben liegt, aber im Gegensatz zu diesem kein Denkmal bekommen hat. Verschiedene Beiträge zeigen Bereiche selbständigen Handelns im öffentlichen Leben auf wie etwa jener über das Hebammenwahlrecht der Frauen im Kanton Basel-Landschaft. Die Artikel sind zumeist spannend zu lesen, wenn auch hin und wieder die Perspektive auf die Geschichte der Frauen als marginalisierte und dominierte Gruppe allzu ausgereizt und monokausal verwendet scheint. Anders als die Genfer Publikation verstehen sich die Basler Broschüren als Hintergrundlektüre zu den Rundgängen. Bestimmte Besichtigungsorte werden nicht angegeben. Des öfteren gibt es bei den hier aufgegriffenen Themen aus der Sozial- und Alltagsgeschichte auch nicht «den» Besichtigungsort: Soziales Geschehen, oft auch an Privaträume gebunden, muss der imaginären, durch Worte vermittelten Vorstellung überlassen bleiben. Damit wird ein eingebürgertes (bürgerliches) Besichtigungsverhalten erfolgreich unterwandert. So konsequent und Konventionen überschreitend dies ist, so bedauernswert sind die da und dort fehlenden Hinweise zu Lokalem: Besonders schade ist dies in den Legenden zum qualitativ guten Bildmaterial, welche es des öfteren versäumen, Angaben zu Ort, Zeit oder Fotograf zu machen.

Die Luzerner Broschüre, in ihrer äusseren Gestalt denjenigen aus Basel verblüffend ähnlich, geht inhaltlich etwas andere Wege: Sie stellt sich als handliche Publikation dar, die einen Rundgang über sieben Stationen in der Altstadt vorschlägt, angelehnt an «das» Thema in Luzern, das Reisen. Zu jedem Besichtigungspunkt liefern leicht lesbare Beiträge ein Hintergrundwissen und bewegen sich dabei im Zeitraum vom 15. Jahrhundert bis in die Gegenwart. Reisen wird vielfältig angegangen: Reisende Frauen als Pilgerinnen in der frühen Neuzeit oder als bildliche Darstellungen im Totentanz-Zyklus auf der Spreuerbrücke, Frauen in Gastgewerbe und Fremdenverkehr bis hin zu imaginären Reisen der lesenden Luzernerinnen. Insgesamt ist dies eine gute Grundlage, um das altbekannte, täglich auf immer denselben Wegen vielfach beschaute Luzern aus einem etwas anderen Blickwinkel zu sehen. Ob die Frauen dadurch ihre Geschichte zurückgewinnen, wie dies in der Einleitung steht, dürfte wohl, wie an allen andern Orten, wesentlich auch von diesen selbst abhängen. Denn es gilt, wie es der Genfer «Guide» sagt: «Ces histoires nous invitent, vous comme nous, à continuer les recherches pour qu'enfin les femmes ne soient plus ces fantômes, invisibles dans l'histoire, invisibles dans la ville, mais des femmes réelles, visibles, contribuant à l'édification de la cité.»

Beatrice Schumacher (Basel)